

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 11 JUIN 2021

Compte-rendu affiché le : 18 juin 2021.

L'an deux mille vingt et un, le onze juin, à dix-huit heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le sept juin deux mille vingt et un conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Adjoints au Maire.

Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACQUE, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Michel LERAY, M. Olivier PERUSSEAU, Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY (arrivée en séance à 18h09), M. John PALACIN, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Michel LERAY.

Mme Sabine CAZES ayant donné procuration à M. Claude LACOMBE.

M. Ahmide RADI ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

M. Jean-Christophe GIMENEZ ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Michel LERAY.

M. Gérard SUBERCAZE ayant donné procuration à M. John PALACIN.

Absents : 0.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Catherine DERACHE ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire salue les élus ainsi que les personnes qui suivent le conseil municipal en direct.

Il indique que désormais, la collectivité dispose d'une nouvelle technologie avec micro et caméra intégrés, au service de la retransmission des séances des conseils municipaux.

Monsieur le maire rappelle les conditions sanitaires en vigueur.

Il rappelle également que la séance est retransmise en direct (Facebook Live) sur la page facebook de la mairie afin de satisfaire aux obligations de publicité.

Monsieur le maire procède à l'appel des élus. Il déclare que le quorum est atteint.

Monsieur le maire propose de désigner un secrétaire de séance, madame Catherine DERACHE.

Monsieur le maire ouvre la séance.

Monsieur le maire énonce les pouvoirs à l'assemblée :

- *M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Michel LERAY.*
- *Mme Sabine CAZES ayant donné procuration à M. Claude LACOMBE.*
- *M. Ahmide RADI ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.*
- *M. Jean-Christophe GIMENEZ ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.*
- *Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Michel LERAY.*
- *M. Gérard SUBERCAZE ayant donné procuration à M. John PALACIN.*

Monsieur le maire propose aux élus de passer à l'approbation du procès-verbal de la précédente séance. Ce procès-verbal a été transmis aux élus par voie dématérialisée préalablement à la séance.

Monsieur le maire tient à s'excuser du retard pris pour la transmission des dossiers par voie dématérialisée aux élus, préalablement à la séance, il précise qu'il s'agit de problèmes d'organisation interne. Pour les prochains conseils municipaux cela va s'améliorer.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont des remarques à formuler sur le procès-verbal. Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Avant de passer à l'examen de l'ordre du jour, monsieur le maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter trois points à l'ordre du jour qui leur a été adressé.

Il s'agit de :

Affaires Ehpad « Era Caso » :

- *5 bis. « Approbation du compte de gestion 2020 de l'Ehpad « Era Caso ».*

Ressources humaines :

- *26 bis. Ouvertures de postes d'agents saisonniers aux thermes ».*

Divers :

- *43bis. Délibération relative au protocole transactionnel avec la SCI Belfort Solférino, correction d'erreur de forme sur la pièce annexe.*

ACCEPTATION D'AJOUT DE TROIS DELIBERATIONS A L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter trois délibérations à l'ordre du jour du conseil municipal, il s'agit de :

Affaires Ehpad « Era Caso » :

- 5 bis. « Approbation du compte de gestion 2020 de l'Ehpad « Era Caso ».

Ressources humaines :

- 26 bis. Ouvertures de postes d'agents saisonniers aux thermes ».

Divers :

- 43bis. Délibération relative au protocole transactionnel avec la SCI Belfort Solférino, correction d'erreur de forme sur la pièce annexe.

Monsieur le maire indique aux élus, que s'ils acceptent ces ajouts, les points seront examinés en séance et porteront les numéros proposés.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de l'ordre du jour tel qu'exposé en séance.

AFFAIRES THERMALES

Monsieur le maire rappelle, pour le public qui suit la retransmission, que viennent de se tenir les conseils d'exploitation de la régie des thermes et de l'Ehpad ERA CASO, conseils dans lesquels, les élus ont déjà passé en revue et donné un accord sur les délibérations qui vont être proposées en conseil municipal. Monsieur le maire précise que le compte de gestion est établi par la trésorière considérant les éléments transmis par la commune. Il convient qu'il soit conforme au compte administratif qui va être examiné au point suivant de l'ordre du jour.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que l'approbation du compte de gestion a lieu chaque année avant l'adoption du compte administratif.

Madame CAU indique qu'effectivement la trésorière valide le compte de gestion. Toutefois, elle demande s'il serait possible de le consulter.

Monsieur le maire répond que le compte de gestion a été envoyé aux élus.

Monsieur FERRE et madame CAU indiquent qu'ils n'ont pas été destinataires du détail du compte de gestion.

Monsieur FERRE indique qu'ils disposent simplement d'une feuille récapitulative, un résumé, mais pas les éléments de détail.

Monsieur le maire demande s'ils souhaitent le consulter en séance.

Madame CAU et monsieur FERRE répondent que c'est un peu tard. Monsieur FERRE indique qu'en général cela est transmis avant la séance.

Monsieur le maire répond qu'effectivement le compte de gestion qui est volumineux n'a pas été transmis, il rappelle que cela n'a d'ailleurs jamais été transmis auparavant.

Monsieur le maire indique, à nouveau, qu'ils disposent du résumé principal qui est établi par madame la trésorière.

Madame CAU répond qu'elle a toute confiance en madame la trésorière.

Toutefois, elle précise que, sur le compte de gestion, on peut voir des choses comme par exemple, les comptes des classes 4 et 5, l'état de l'actif, du passif, c'est intéressant de le regarder.

Monsieur le maire indique qu'il prend note de la demande et le prochain compte de gestion sera transmis en intégralité.

Madame CAU répond qu'à son niveau, elle souhaite voir simplement les comptes des classes 4 et 5, l'état de l'actif, du passif car pour les autres comptes, ils sont repris dans le compte administratif d'une année sur l'autre.

Arrivée de madame Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY à 18 h 09.

Monsieur le maire fait remarquer aux élus le volume important des dossiers papiers qui leur ont été distribués pour la séance. Il les informe que très prochainement, pour les séances des conseils municipaux, ils disposeront d'une tablette sur laquelle ils pourront consulter directement les délibérations. Monsieur le maire indique qu'il espère que c'est le dernier conseil municipal qui se tient avec des liasses au format papier.

Monsieur le maire souligne à nouveau qu'il sera fait le maximum pour que les élus disposent le plus tôt possible des délibérations préalablement aux séances.

Monsieur PERUSSEAU demande ce que signifie le principe de la tablette.

Monsieur le maire demande à monsieur AUGUSTO (collaborateur de cabinet) d'expliquer le principe de la tablette, qui va remplacer les liasses papier, à monsieur PERUSSEAU.

Monsieur AUGUSTO indique que les élus vont recevoir les délibérations sur une tablette et cela leur permettra également de travailler depuis leurs domiciles également.

Monsieur le maire souligne que la collectivité entre ainsi dans un monde moderne.

Monsieur le maire fait procéder au vote du compte de gestion.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET THERMES 2020

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le Maire, rappelle à l'assemblée que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Il est également à noter l'apurement du compte 1069 effectué en 2019 pour 110 779,53€. Il s'agit d'une opération d'ordre non budgétaire qui affecte le résultat de la section d'investissement. Sur le compte de gestion, cette opération n'a pas été lissée sur 3 ans comme le souhaite la collectivité. Ainsi, en 2020 le résultat de la section d'investissement est un excédent de 26 109€ et non un excédent de 63 035.51€.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 11/06/2021.

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes en dehors des écarts sur l'encours de dette et du lissage de l'apurement du compte 1069.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE) émet un avis favorable à l'approbation du compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 tel qu'exposé en séance.

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET THERMES 2020

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que ce compte administratif a déjà été évoqué longuement.

Il souligne la perte de 3,43 euros principalement grâce à la subvention d'équilibre du budget communal de 2.3 millions d'euros qui a été votée.

Monsieur le Maire énonce à l'assemblée délibérante,

Investissement

Recettes	929 186.74 €
Dépenses	776 350.03 €
Résultat de l'exercice hors report de résultat	152 836.71 €
Résultat reporté de 2019	- 89 801.20 €
Apurement du compte 1069	- 36 926.51 €
Solde exécution	26 109.00 €

Le compte 1069 - Reprise 1997 sur les excédents capitalisés, neutralisation de l'excédent des charges sur les produits – est un compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits à l'exercice.

L'apurement du compte 1069 est une opération obligatoire qui s'impose à l'établissement thermal suite à son passage en nomenclature comptable M4 car il n'existe pas sur cette nomenclature de compte équivalent. En 2018, le solde du compte 1069 était de 110 779.53€. En 2019 et 2020 l'apurement s'est fait par la réduction du résultat de la section d'investissement 2019 et 2020. Réglementairement il est possible d'étaler cet apurement. Il est proposé d'apurer ce compte sur 3 ans. Cet apurement est opéré par opération d'ordre non budgétaire.

2019 : 36 926.51€

2020 : 36 926.51€

2021 : 36 926.51€

Ainsi, pendant 3 ans il y aura une discordance entre le compte de gestion (compte 1069 apuré en une fois) et le compte administratif (apurement du compte 1069 sur 3 ans), cette discordance est autorisée réglementairement. La collectivité devra corriger annuellement le résultat de la section d'investissement selon le lissage ci-dessus. Les résultats retenus pour l'affectation des résultats seront ceux constatés aux comptes administratifs.

Fonctionnement

Recettes	4 998 372.29€
Dépenses	5 222 660.01€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	- 224 287.72€
Résultat reporté de 2019	224 284.29€
Résultat de fonctionnement	- 3.43€

Résultat global de l'exercice 2020 : 26 105.24€.

Monsieur le Maire précise aux élus que ce compte administratif présente des restes à réaliser en section d'investissement, respectivement pour 204 178.42€ en dépenses d'investissement et 387 000€ en recettes d'investissement. Retraité des restes à réaliser, le solde d'exécution fait apparaître un besoin de financement de 208 930.25€. Ce besoin est couvert par l'excédent de fonctionnement.

Considérant que le compte administratif 2020 du budget thermes concorde avec le compte de gestion 2020 tenu par le receveur municipal,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 11/06/2021.

Monsieur le maire quitte la salle en cédant sa place à madame Catherine DERACHE, 2^{ème} adjointe en l'absence de monsieur TONIOLO premier adjoint, afin de présider la séance et faire procéder au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU, M. FERRE), approuve le compte administratif de la régie des thermes selon les modalités exposées en séance.

APPROBATION DE L'AFFECTATION DES RESULTATS 2020 DU BUDGET ANNEXE DES THERMES

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle aux élus le déficit de fonctionnement de 2020 de 3,43 euros et donne l'excédent de la section d'investissement 2020 qui se monte à 26109 euros.

Il propose aux élus d'affecter les résultats 2020 au budget 2021 des thermes tel qu'exposé ci-après.

L'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Considérant que le compte administratif 2020 du budget annexe de la Régie a été adopté par son assemblée délibérante le 11/06/2021 et fait apparaître les éléments suivants :

Section fonctionnement

Résultat de l'exercice 2020 (compte 12) : - 224 287.72 €.

Report à nouveau créditeur (compte 110) : 224 284.29 €.

Résultat de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 : - 3.43 €.

Section investissement

Solde d'exécution de la section d'investissement 2020 : 26 108.67 €.

Restes à réaliser en dépenses : 204 178.42 €.

Reste à réaliser en recettes : 387 000 €.

Soldes des restes à réaliser : 182 821.58 €.

Besoin de financement à la section d'investissement : 208 930.25 €.

Considérant l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie du 11/06/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter au budget 2021 le résultat de fonctionnement 2020 comme suit :

1. Déficit de la section de fonctionnement 2020 : 3.43 €.
- Résultat de fonctionnement reporté en charges (002) : 3.43 € .
2. Excédent de la section d'investissement 2020 : 26 109.00 € - Solde d'exécution reporté (001) : 26 109.00 €.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU, M. FERRE), approuve l'affectation au budget 2021 du résultat de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET 2021 DE LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire informe les élus qu'il s'agit d'une décision très formelle, il convient d'affecter des frais d'études à l'opération 47 d'un montant de 1500 euros, c'est purement comptable.

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget annexe 2021 de la Régie des Thermes.

Section investissement

Dépenses

2031	Frais d'études, de recherches, etc.	- 1 500,00 €
2031 - 47	Frais d'études, de recherches – Etudes diverses 2021	1 500,00 €
	TOTAL	0,00 €

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 11 juin 2021.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

2031	- 1 500,00 €
OP 47	1 500,00 €
TOTAL	0,00 €

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

SUPPRESSION DE LA DETTE

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire précise à l'assemblée qu'il s'agit de supprimer la dette d'une personne physique pour un montant de 1160,46 euros. Il précise que cette somme ne sera jamais payée aux thermes.

Monsieur le maire informe les élus que la Direction de la régie des thermes propose d'effacer une dette par suite d'une décision rendue par la commission de surendettement - ordre de reversement 1213280831 de 2013- pour un montant de 1 160,46 €.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 11/06/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la suppression de la dette ordre de reversement 1213280831 de 2013.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la suppression de la dette ordre de reversement 1213280831 de 2013.

AFFAIRES EHPAD « ERA CASO »

Monsieur le maire souligne que, de la même manière que l'assemblée a approuvé le compte de gestion de la régie des thermes, il est proposé d'approuver le compte de gestion de l'Ehpad « ERA CASO ».
Monsieur le maire rappelle aux élus que ce compte de gestion est établi par madame la trésorière et qu'ils disposent d'un résumé.
Monsieur le maire demande à madame CAU si elle souhaite obtenir des éléments supplémentaires.
Madame CAU répond que ce n'est pas nécessaire pour l'Ehpad.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET 2020 DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 11/06/2021.

Monsieur le maire, propose aux membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions, émet un avis favorable à l'approbation du compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 tel qu'exposé en séance.

APPROBATION DE L'ETAT REALISE DES RECETTES ET DES DEPENSES 2020 DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent du détail en séance.
Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que lors du précédent conseil, le budget prévisionnel hébergement 2021 a été approuvé, il convient d'approuver l'état réalisé de 2020.
Monsieur le maire rappelle aux élus que l'établissement fonctionne en 3 sections, hébergement, dépendance et soins.
Il s'agit lors de cette séance de collationner les deux dernières sections pour lesquelles le conseil ne peut pas agir puisque les tarifications et subventions sont décidées soit par l'ARS soit par le département.
Monsieur le maire indique aux élus que le résultat de la section d'exploitation est positif à 140 992.30 euros.

Monsieur le Maire rappelle aux élus que conformément à la réglementation comptable, l'assemblée délibérante doit adopter l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses 2020 avant le 30 avril de l'année suivant celle de réalisation. L'ERRD est l'équivalent du compte administratif en nomenclature M14.

Il ressort de l'exécution 2020 :

Section d'exploitation

Recettes	2 745 017.75€
Dépenses	2 604 025.45€
Résultat d'exploitation	140 992.30€

Le résultat par section tarifaire :

Hébergement : 50 392.14 €

Dépendance : -19 833.62 €

Soin : 110 433.78 €

Section d'investissement

Recettes (hors CAF 266 880.69 €)	25 378.28€
Dépenses	160 477.41
Résultat d'investissement	- 135 099.13€

Ainsi, l'apport au fonds de roulement est de 131 781.56 € en 2020.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 11/06/2021.

Monsieur le maire quitte la salle en cédant sa place à madame Catherine DERACHE, 2^{ème} adjointe en l'absence de monsieur TONIOLO premier adjoint, afin de présider la séance et faire procéder au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU, M. FERRE), approuve l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses 2020 selon les modalités exposées en séance.

APPROBATION DE L'ETAT PREVISIONNEL DES RECETTES ET DES DEPENSES 2021 DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'il y a un retard pour le vote de ce budget qui n'est pas imputable à la collectivité mais au fournisseur des maquettes comptables au niveau national.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent de la totalité et également du résumé du budget en séance.

Monsieur le maire souligne que la section d'exploitation est déficitaire de 67 590.88 euros, principalement expliqué par les conséquences de l'accord « Ségur » pour lequel, l'aide de l'ARS ne suffit pas à équilibrer la section soins.

Il est donc, à ce stade, envisagé un déficit, qui ne peut être maîtrisé par la collectivité comme le rappelle monsieur le maire, il est question que l'ARS revoie ses aides. Il y aura donc un budget modificatif mais, à ce jour, il est estimé une perte de la section soins à hauteur de 65 160.01 euros.

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que conformément à la réglementation, le conseil municipal doit adopter l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD).

La proposition est la suivante :

En section d'exploitation :

- Recettes prévisionnelles : 2 852 978.77 €
- Dépenses prévisionnelles : 2 920 569.65 €

On observe un résultat par section :

- Hébergement : 0.00 €
- Dépendance : - 2 430.87 €
- Soins : - 65 160.01 €

Le résultat global de la section d'exploitation est de - 67 590.88 €.

En section d'investissement :

- Recettes prévisionnelles : 358 931.90 €
- Dépenses prévisionnelles : 335 109.75 €

La section d'investissement présente un excédent attendu de 23 822.15 €.

Le détail de l'EPRD est présenté en annexe de la présente délibération.

Monsieur FERRE se félicite du fait que les conseillers soient dotés de tablettes prochainement, il précise que cela permettra d'agrandir les documents qui sont mis à la disposition des élus, il indique que le budget est illisible.

Monsieur le maire répond que tout est en amélioration et rappelle que les documents ont été adressés par voie dématérialisée.

Considérant l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad du 11/06/2021, monsieur le maire propose aux élus d'approuver l'EPRD 2021 tel que présenté en séance.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU, M. FERRE), approuve l'EPRD 2021 tel que présenté en séance.

AFFECTATION DU RESULTAT 2019 DE L'EHPAD « ERA CASO »

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire précise aux élus qu'il convient de procéder à cette affectation suite à un oubli. Il convient donc d'affecter les résultats 2019 au budget 2020. Monsieur le maire précise également qu'il n'est bien entendu plus possible de modifier le budget 2020, il s'agit de régulariser administrativement cette affectation.

Compte tenu de l'analyse du compte administratif par le Conseil Départemental et par l'Agence Régionale de Santé, les résultats 2019 sont à affecter comme suit :

Hébergement :

Recettes	1 347 725,50 €
Dépenses	1 297 829,52 €
Excédent	49 895,98 €

Dépendance :

Recettes	364 012,51 €
Dépenses	379 972,41 €
Déficit	15 959,90 €

Soins :

Recettes	862 771,71 €
Dépenses	831 365,50 €
Excédent	31 406,21 €

Suite aux négociations avec les autorités de tarification, monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter les résultats comme suit :

Section Hébergement :

- Réserve de compensation 49 895,98 €

Section Dépendance :

- Réserve de compensation - 15 959,90 €

Section Soins :

- Réserve de compensation 31 406,21 €

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 11 juin 2021.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante d'émettre un avis favorable à cette affectation des résultats.

Le conseil municipal, après délibération, par 18 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (Mme CAU), émet un avis favorable à l'affectation des résultats selon les modalités exposées en séance.

AFFECTATION DU RESULTAT 2020 DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire

Compte tenu de l'analyse du compte administratif par le Conseil Départemental et par l'Agence Régionale de Santé, les résultats 2020 sont à affecter comme suit :

Hébergement :

Recettes	1 305 834,83 €
Dépenses	1 255 442,69 €
Excédent	50 392,14 €

Dépendance :

Recettes	370 509,55 €
Dépenses	390 343,17 €
Déficit	19 833,62 €

Soins :

Recettes	1 068 673,37 €
Dépenses	958 239,59 €
Excédent	110 433,78 €

Suite aux négociations avec les autorités de tarification, monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter les résultats comme suit :

Section Hébergement :

- Réserve de compensation 50 392,14 €

Section Dépendance :

- Réserve de compensation - 19 833,62 €

Section Soins :

- Réserve de compensation 110 433,78 €

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 11 juin 2021.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante d'émettre un avis favorable à cette affectation des résultats.

Le conseil municipal, après délibération, par 18 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (Mme CAU), émet un avis favorable à l'affectation des résultats selon les modalités exposées en séance.

REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rend compte des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 lui conférant délégation pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la Commune.

Au titre du quatrième du texte des délégations au Maire :

LA VILLE

- Le contrat passé avec TROBAIRIZ SARL pour les prestations du 29 mai, 16 juin et 7 juillet 2021 pour un montant de 1350€.
- L'avenant N°1 au marché à procédure adaptée de travaux relatif aux travaux d'extension du réseau d'assainissement de Bagnères de Luchon, avec la SAS Cassagne électricité et travaux publics – 105, Avenue de Boulogne – 31 800 Saint Gaudens portant le montant du marché public à 95 127,18 euros HT soit 114 152,62 euros TTC.
- L'avenant N°1 au marché à procédure adaptée de maîtrise d'œuvre pour les travaux de remise en service de la piscine d'été Alban Rougé, avec la SARL Gruet Ingenierie – BP 819 – 64 811 SerreCastet fixant les forfaits provisoires de rémunération des honoraires de la tranche ferme à 205 310,00 € HT soit 246 372,00 euros TTC.

THERMES

- Le contrat de prestation de service pour la réalisation des analyses bactériologiques des prélèvements d'autocontrôles avec le laboratoire BIOQUAL, situé 23, rue Henri Fabre – Z.A. de Pic – 09100 PAMBIERS. Le montant minimum est de 10 375.90€ HT et maximum de 21 311.80€ HT, soit entre 12 451.08€ TTC et 25 574.16€ TTC maximum ; les frais de déplacements étant en plus. Le contrat est signé pour une durée d'un 1 an à partir du 15 mars 2021.
- La convention avec l'association « Les chats libres du Luchonnais » pour organiser la capture de chats qui peuvent circuler aux Thermes de Luchon, leur examen et le cas échéant la stérilisation et mise en place de puce électronique, à titre gratuit, pouvant être subventionnable si le nombre de chats dépassait la quantité habituelle annuelle.
- Le contrat avec ABI groupe Alliaserv, Société en sécurité et supervision informatique et automatisme, 3 rue Isabelle Eberhardt, 31 019 Toulouse Cedex 2, pour l'assistance et la maintenance de la Gestion Technique Centralisée des Thermes de Luchon pour une durée de 3 ans, à partir de l'année 2021, renouvelable tacitement, pour une redevance annuelle de 4 450.00 € HT soit 5 340.00 € TTC, hors dépannages et interventions.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de fourniture de produits à usage unique pour cure thermale 2021 – Lot N°1 – Formats avec l'entreprise SAS ELIDIS – 44, Rue du Languedoc – BP63 – 11 204 LEZIGNAN CORBIERES pour un montant minimum de 15 950,00 euros HT soit 19 140,00€ TTC et un montant maximum de 47 850,00 euros HT soit 57 420,00€ TTC.

- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de fourniture de produits à usage unique pour cure thermale 2021 – Lot N°2 – Surblouses avec l'entreprise Paredes – ZA Louis Breguet – 11, Avenue Latecoere - 31 700 CORNEBARRIEU pour un montant minimum de 27 900,00 euros HT soit 33 480€ TTC et un montant maximum de 83 700,00 euros HT soit 100 440€ TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de fourniture de produits à usage unique pour cure thermale 2021 – Lot N°3 – Serviettes avec l'entreprise Paredes – ZA Louis Breguet – 11, Avenue Latecoere - 31 700 CORNEBARRIEU pour un montant minimum de 3 249,00 euros HT soit 3 898.80€ TTC et un montant maximum de 9 747,00 euros HT soit 11 696,40€ TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de fourniture de produits à usage unique pour cure thermale 2021 – Lot N°4 – Bavoirs avec l'entreprise Segetex-eif – 26, Boulevard Paul Vaillant Couturier – 94 200 IVRY-SUR-SEINE pour un montant minimum de 3 120,00 euros HT soit 3 744€ TTC et un montant maximum de 9 360,00 euros HT soit 11 232€ TTC.
- Le marché à procédure adaptée concernant le marché de fourniture de produits à usage unique pour cure thermale 2021 – Lot N°5 – Surchaussures avec l'entreprise Paredes – ZA Louis Breguet – 11, Avenue Latecoere - 31 700 CORNEBARRIEU pour un montant minimum de 2 400,00 euros HT soit 2 880€ TTC et un montant maximum de 7 200,00 euros HT soit 8 640€ TTC.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'il ne s'agit pas d'un vote, qu'il rend compte des décisions qu'il a été amené à prendre au titre des délégations qui lui ont été accordées par le conseil municipal.

Il précise que le document présenté en séance est structuré en deux parties, une partie qui concerne la ville et une partie qui concerne les thermes.

Monsieur FOURCADET demande si les travaux de la piscine correspondent aux travaux de démolition.

Monsieur le maire répond par la négative.

Monsieur LACOMBE précise qu'il s'agit de l'avenant sur le contrat de maîtrise d'œuvre pour l'étude de la piscine.

Monsieur FOURCADET s'interroge, il pensait que les travaux de démolition devaient commencer.

Monsieur LACOMBE répond qu'il ne s'agit pas de travaux, on parle d'études, c'est un budget d'études.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il lui semble que ce budget était plus élevé.

Monsieur LACOMBE répond qu'effectivement il y avait eu une maîtrise d'œuvre en place avec laquelle la commune a poursuivi sauf que, le contrat passé à l'époque correspondait à un budget de l'époque également. Le budget de la piscine ayant été reconsidéré en fonction des études qui ont été demandées a induit la passation d'un avenant auprès du maître d'œuvre en regard du budget global de l'opération.

Le budget total étude pour Alban Rougé c'est 246000 euros.

Monsieur PERUSSEAU demande si le budget total « études » pour Alban Rougé s'élève à 246.000 euros.

Monsieur LACOMBE répond par l'affirmative.

Monsieur le maire demande à l'assemblée s'il y a des remarques complémentaires sur le régime des délégations.

Le conseil municipal prend acte.

Monsieur le maire souligne que, de la même manière que cela a été fait pour l'approbation des comptes de gestion la régie des thermes et de l'Ehpad « ERA CASO », la délibération suivante concerne l'approbation du compte de gestion du budget de l'eau établi par madame la trésorière.

Monsieur le maire précise que suivront l'approbation du compte de gestion du budget assainissement et de celui de la commune, puis l'étude des comptes administratifs de l'eau, de l'assainissement et de la ville.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET EAU 2020

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Le conseil municipal, après délibération par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions, approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 selon les modalités exposées en séance.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET ASSAINISSEMENT 2020

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que ce compte de gestion est établi par madame la trésorière.

Monsieur le maire rappelle aux élus que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Le conseil municipal, après délibération à par 14 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions (M. PERUSSEAU, M SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 selon les modalités exposées en séance.

Monsieur PERUSSEAU souligne que les élus ont été destinataires de nombreux documents, ce qui est bien mais il n'a pas été possible de tous les lire.

Monsieur le maire rappelle ce qu'il a indiqué en début de séance et précise que c'est déjà bien, en quelque sorte, que les élus aient eu ces documents. Ce n'est pas assez bien encore, il l'admet. Il souligne qu'un important travail a été fourni qui tend vers l'amélioration.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il souhaite s'abstenir sur ce vote car il n'a pas eu le temps de lire les documents.

Il est à nouveau procédé au vote.

Le conseil municipal, après délibération à par 14 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions (M. PERUSSEAU, M SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 selon les modalités exposées en séance.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que les personnes qui ne s'expriment pas doivent porter leurs masques.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET DE LA COMMUNE 2020

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le Maire rappelle aux élus que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au vote du compte de gestion proposé par madame la trésorière qui même résumé représente un volume important de chiffres, il en convient.

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes en dehors de l'écart concernant l'encours de dette.

Le conseil municipal, après délibération par 14 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions (M. PERUSSEAU, M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2020 selon les modalités exposées en séance.

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET EAU 2020

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire présente la délibération aux élus, il souligne, pour l'investissement, le résultat d'exercice avec un solde positif de 53.285,91 euros qui s'ajoute à un résultat reporté de 2019 de 359 966.84 euros ce qui donne un solde d'exécution de 413 252.75 euros.

Investissement

Recettes	68 541.79€
Dépenses	15 255.88€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	53 285.91€
Résultat reporté de 2019	359 966.84€
Solde exécution	413 252.75€

Fonctionnement

Recettes	106 837.42€
Dépenses	80 383.73€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	26 453.69€
Résultat reporté de 2019	639 984.33€
Résultat de fonctionnement	666 438.02€

Résultat global de l'exercice 2020 : 1 079 690.77 €.

Monsieur le maire précise à l'assemblée délibérante que ce compte administratif ne présente pas de reste à réaliser en section d'investissement.

Considérant que le compte administratif 2020 du budget eau concorde avec le compte de gestion 2020 tenu par le receveur municipal.

Monsieur le maire quitte la salle et cède la présidence de la séance à madame DERACHE afin qu'elle fasse procéder au vote.

Monsieur PERUSSEAU demande si l'on considère que le résultat, c'est-à-dire le bénéfice, est de 1 079 690,77 euros en additionnant le solde d'exécution avec le résultat de fonctionnement.

Monsieur FERRE répond par l'affirmative, il s'agit du résultat globalisé.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que cela signifie que l'on paie l'eau très cher par rapport à ce que cela coûte.

Madame DANTES (directrice générale des services) précise qu'il va y avoir des travaux.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY (conseillère déléguée) confirme.

Monsieur PERUSSEAU souligne le résultat global d'exercice de 1 079 690,77 euros (pour une recette d'environ 70.000 euro) qui est énorme. Il s'agit d'un historique sur lequel il ne discute pas mais souligne à nouveau l'importance de la somme.

Monsieur FERRE fait remarquer que les travaux sont déjà exécutés car il s'agit du compte administratif de l'année 2020, pour l'année soldée.

Monsieur PERUSSEAU souligne que la tâche de l'année prochaine, ou cette année, de renégociation du contrat eau est une tâche prioritaire et importante.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY confirme.

Monsieur PERUSSEAU revient à nouveau sur le montant en indiquant que c'est gigantesque. Il imagine que la Lyonnaise doit avoir un compte assez sympathique en termes de gains. Il évoque des remarques de monsieur SUBERCAZE sur ce sujet. Monsieur PERUSSEAU souligne à nouveau l'importance des marges.

Monsieur PERUSSEAU demande si les recettes correspondent bien à la contribution de chaque luchonnais.

Monsieur FERRE fait remarquer que le montant global prend en compte les résultats reportés on n'est pas véritablement sur de l'annuel.

Monsieur PERUSSEAU confirme.

Monsieur FERRE indique qu'il convient de regarder les recettes de fonctionnement qui sont essentiellement dues aux taxes.

Il rappelle que par rapport à l'opérateur, il y a eu un appel d'offres qui a été lancé suite au jugement « commune DE OLIVET » qui autorisait à reconsidérer les « choses » et que les éléments avaient déjà été considérés en regardant éventuellement une reprise en régie et le syndicat des eaux du département avait été lui aussi sollicité et au final de l'étude c'était quand même cet opérateur-là qui s'avérait être le meilleur disant.

Monsieur PERUSSEAU répond que l'objectif de sa remarque n'était pas de parler du passé puisqu'il est toujours facile de critiquer le passé.

Monsieur FERRE indique que ce qu'il veut dire c'est qu'il y a aussi des travaux qui sont faits etc...

Il indique ne pas défendre l'opérateur et dit ne pas détenir d'actions chez Suez.

Monsieur PERUSSEAU indique que, tout de même, si on calcule la marge consolidée, c'est tout de même prohibitif, énorme. Il estime que si les gens connaissaient le niveau entre la marge et ce qu'ils paient..., il y a de quoi faire des financements divers et variés.

Monsieur PALACIN prend la parole pour rebondir sur ce que disait Louis FERRE, il estime que c'est un sujet qui se présente dans toutes les communes et ne peut pas se régler de cette manière en évoquant une marge, des additions etc..., puisque c'est une Délégation de Service Public (DSP).

Une DSP s'apprécie sur la totalité de la durée de la DSP, c'est des sujets complexes. Néanmoins, comme le disait monsieur PERUSSEAU, cela a déjà été évoqué par Gérard SUBERCAZE lors d'un précédent conseil municipal, monsieur PALACIN indique qu'ils seraient très preneurs qu'une présentation pédagogique, transparente et assez consensuelle soit faite de la situation du budget de l'eau puisque la question de la remunicipalisation peut se poser. Elle se repose à chaque échéance d'un contrat de délégation, il rappelle que c'est un chantier prioritaire et, de mémoire, l'échéance est l'an prochain.

Monsieur LACOMBE répond que c'est en octobre 2022.

Monsieur PALACIN indique que cela vient assez vite et que s'il était possible d'avoir une discussion partagée sur le sujet, ce serait apprécié.

Monsieur PERUSSEAU demande si cela aura lieu en conseil municipal.

Mme DERACHE répond que cela va être définit.

Monsieur FERRE dit qu'il y a aussi un élément intéressant, c'est que, normalement, le délégataire doit remettre un rapport annuel qui doit être présenté en conseil municipal, il n'a pas souvenir qu'en 2020 cela ait été fait, il serait peut-être intéressant de relancer le délégataire pour qu'il fasse ce rapport pour qu'on puisse avoir les éléments discutés. Il précise que c'est une obligation légale.

Monsieur FOURCADET se demande si quelque chose n'a pas été fait en 2020.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il n'a jamais vu ce rapport.

Monsieur PALACIN indique que traditionnellement, c'est une obligation à laquelle le délégataire se soumet peu parce qu'il faut lui en faire la demande pressante, car il faut que le rapport soit présenté sous une forme pédagogique, c'est presque même au délégataire de faire une présentation pédagogique pour le conseil municipal.

Il faut que ce soit présenté de manière la plus transparente possible eu égard au fait que certaines choses seront amorties dans les comptes des deux parties mais c'est sur le délégataire que repose une partie de cette responsabilité.

Monsieur LACOMBE indique que la demande va être faite auprès de SUEZ.

Madame DERACHE fait procéder au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 13 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions (M. PERUSSEAU, M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve le compte administratif de l'eau tel qu'exposé en séance.

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ASSAINISSEMENT 2020

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire présente de manière synthétique la délibération aux élus. Il indique que le compte administratif présente un résultat en fonctionnement en négatif de 22 672.44 euros qui s'ajoute à un résultat reporté 2019 de 145 326.77€ pour obtenir un résultat de fonctionnement de 122 654.33 euros.

La perte en fonctionnement s'explique en grande partie par une variation de dotation aux amortissements pour 14.000 euros ceci est le résultat des acquisitions qui ont été faites en 2019. Cela s'explique aussi en partie par et une baisse des subventions reçues de la part d'Adour Garonne qui attribue des subventions pour l'aide à la performance écologique.

Le résultat d'investissement est légèrement positif, ce qui donne un solde d'exécution global de 370 039.86 euros et un résultat global de l'exercice 2020 de 492 694,19 euros.

Monsieur le maire énonce,

Investissement

Recettes	153 295.00€
Dépenses	151 792.52€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	1 502.48€
Résultat reporté de 2019	368 537.38€
Solde exécution	370 039.86€

Fonctionnement

Recettes	135 478.60€
Dépenses	158 151.04€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	- 22 672.44€
Résultat reporté de 2019	145 326.77€
Résultat de fonctionnement	122 654.33€

Résultat global de l'exercice 2020 : 492 694,19€.

Monsieur le maire précise aux élus que ce compte administratif présente des restes à réaliser en section d'investissement, respectivement pour 9 539.60€ en dépenses d'investissement. Retraité des restes à réaliser, le solde d'exécution fait apparaître une capacité de financement de 360 500.26€.

Considérant que le compte administratif 2020 du budget assainissement concorde avec le compte de gestion 2020 tenu par le receveur municipal.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont des questions.

Monsieur le maire quitte la salle et cède la présidence de la séance à madame DERACHE afin qu'elle fasse procéder au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve le compte administratif de l'assainissement tel qu'exposé en séance.

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET DE LA COMMUNE 2020

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent d'une analyse financière des états.

Il résume aux élus le compte administratif de la commune du budget 2020.

Pour le fonctionnement, les recettes se sont montées à 14 215 517.42 euros, les dépenses à 13 688 669.64 euros, ce qui donne un résultat positif de 526 847.78 euros.

Un résultat de fonctionnement positif global, après report des résultats 2019 et part affectée à l'investissement 2020, de 1 888 876.78 euros.

En ce qui concerne l'investissement, les recettes ont été de 2 528 992.39 euros, les dépenses de 4 716 953.46 euros, ce qui donne un résultat négatif de 2 187 961.07€ ajouté à un résultat négatif reporté de 2019 de 139 385.87 euros.

Le solde d'exécution de l'investissement pour 2020 est négatif de 2 327 346.94 euros.

Monsieur le maire rappelle aux élus que pour 2020, il y a eu une négociation pour emprunter 1.7 million d'euros. Il précise aux élus que dans le compte administratif 2020 n'apparaît qu'une partie de cet emprunt pour des raisons administratives, le second emprunt de 700.000 euros est basculé sur 2021. Cette part d'emprunt n'apparaissant pas ici améliorerait en théorie le solde d'exécution de 700.000 euros et le besoin de financement 2020 est en fait de 500.000 euros.

Monsieur le Maire énonce,

Investissement

Recettes	2 528 992.39€
Dépenses	4 716 953.46€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	-2 187 961.07€
Résultat reporté de 2019	-139 385.87€
Solde exécution	-2 327 346.94€

Fonctionnement

Recettes	14 215 517.42€
Dépenses	13 688 669.64€
Résultat de l'exercice hors report de résultat	526 847.78€
Résultat reporté de 2019	2 225 063.74€
Part affectée à l'investissement 2020	- 863 034.74€
Résultat de fonctionnement	1 888 876.78€

Résultat global de l'exercice 2020 : - 438 470,16 €.

Monsieur le maire précise aux élus que ce compte administratif présente des restes à réaliser en section d'investissement, respectivement pour 883 807.17€ en dépenses d'investissement et 1 963 099.80€ en recettes d'investissement. Retraité des restes à réaliser, le solde d'exécution fait apparaître un besoin de financement de 1 248 054,31 €.

Considérant que le compte administratif 2020 du budget principal concorde avec le compte de gestion 2020 tenu par le receveur municipal.

Monsieur FERRE souhaite poser des questions. Il fait la même remarque que précédemment pour le compte administratif en indiquant qu'il ne dispose pas des éléments, une synthèse ne permet pas de voir les choses par chapitre, c'est donc très difficile de se prononcer.

Il a indiqué avoir recherché et s'être penché sur la note qui a été envoyée aux élus et également sur les documents qui avaient été transmis pour le vote du budget.

Monsieur FERRE indique avoir été un peu surpris sur ces documents puisqu'ils comportent des erreurs et notamment une erreur assez importante à savoir que sur le compte administratif 2019, il y a un montant qui a été oublié qui n'est pas des moindres, il est de 1.6 million.

Ensuite, dans les éléments envoyés, sur les fiches techniques, un comparatif est fait entre les différentes années et du coup, ce comparatif ne peut pas tenir la route, puisque le compte administratif 2019 est amputé de 1.6 million.

Monsieur FERRE indique que c'est d'autant plus vrai que le compte administratif présenté..., il se reprend en indiquant que le compte administratif a été voté l'an dernier et « il est ce qu'il est » par

contre les résultats qui ont été donnés en substitution du compte administratif 2019, font apparaître un résultat de, un peu plus de 500.000 euros.

Il ajoute que ce qui l'a interpellé, c'est qu'on a un résultat de 500.000 euros avec une affectation au budget 2020 qui est d'un peu plus d'un million (1.5 ou 1.7 million), ce qui veut dire qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas. Comment peut-il y avoir report d'excédent en 2020 de plus de 1 million alors que le résultat est censé être de 500.000 euros et effectivement lorsqu'on regarde le compte administratif, on se rend compte que le résultat n'est pas de 500.000 euros mais il est bien de 2.225.000,00 euros. Cela se trouve dans le document présenté aux élus.

Monsieur FERRE s'interroge, dans un premier point, pourquoi y a-t-il cette différence surtout que cela modifie substantiellement les résultats des études qui ont été présentées.

Le second point concerne la note qui a été présentée aux élus pour laquelle monsieur FERRE a été encore plus surpris, parce que les indices qui ont été calculés, ne correspondent à aucune réalité.

Monsieur FERRE indique que ces indices ne correspondent à aucune réalité car lorsqu'on calcule les épargnes nettes etc..., on travaille avec les recettes réelles de fonctionnement.

Monsieur FERRE indique que les recettes réelles de fonctionnement, cela consiste à prendre les recettes, auxquelles on enlève les recettes non pérennes ce qui veut dire que ce sont des recettes exceptionnelles.

Monsieur FERRE indique que si l'on retravaille un peu les chiffres, on a des choses qui sont assez surprenantes et qui ne correspondent pas à ce qui a été présenté.

Monsieur FERRE s'interrompt pour souligner qu'il a été « mauvais élève » comme monsieur PERUSSEAU car il rappelle que les élus ont reçu les documents la veille à 19 h 00 et qu'il n'a pas eu le temps de regarder pour la régie des thermes.

Il reprend au niveau du compte administratif 2020 en indiquant que, par exemple, on a des résultats de fonctionnement (comme il l'a indiqué) de 560.000 euros en 2019 alors qu'en réalité ils sont de 2.225.000,00 euros et des résultats de 2020 qui sont corrects mais en dessous de ce chiffre on a une capacité d'autofinancement qui est assez surprenante puisqu'on est (selon les tableaux présentés) à 685.000 euros pour 2019 et à 1.743.000 euros en 2020.

Monsieur FERRE précise qu'il a fait usage de son tableur « excell » et indique que cela a été un travail d'investigation assez conséquent car il a dû aller récupérer les chiffres « à droite et à gauche » dans les documents fournis, et au niveau de la capacité d'autofinancement, qui est (sauf erreur de la part de M. FERRE), normalement, l'épargne nette.

Monsieur le maire indique qu'il faut rajouter normalement à cette épargne les dotations aux amortissements.

Monsieur FERRE répond qu'il est d'accord et indique qu'il a repris les tableaux des années précédentes pour produire celui-ci.

Pour l'épargne de gestion (car monsieur FERRE estime que c'est celle-là qui a été considérée), en 2019, on est en réalité à 1.442.000,00 euros, en 2020 on est à 557.651,00 euros, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Pour ce qui concerne l'épargne brute, en 2019, on est à 1.267.000,00 euros, en 2020, on est à 419.000 euros et c'est ce qui est le plus intéressant, notamment pour les banques, c'est l'épargne nette.

L'épargne nette est de 421.803,00 euros en 2019 et -240.956,00 euros en 2020.

Si on prend l'épargne nette retraitée, on est à 692.935,00 euros en 2019 et -240.956,00 euros en 2020.

Monsieur FERRE répète qu'au niveau de ces recettes de fonctionnement, il convient d'enlever toutes les recettes exceptionnelles et notamment un certain nombre de subventions qui ont été attribuées cette année dans le cadre de la crise de la COVID et qui ne le seront pas vraisemblablement les années à venir. Les chiffres qui sont présentés sont sensiblement différents dans les tableaux qui sont fournis aux élus, avec des résultats qui sont très positifs.

Monsieur FERRE évoque la phrase finale du document qui a été transmis aux élus, qui est « ce graphe se suffit à lui-même pour démontrer que les actions menées pendant l'année 2020 ont permis de redresser la capacité d'autofinancement de la ville ».

Monsieur FERRE indique que malheureusement, le graphique est inversé, il faut le prendre en miroir. On passe d'une épargne nette retraitée de 692.000 euros à -240.000 euros. Monsieur FERRE indique qu'il est possible de calculer aussi d'autres indices, notamment la CAPDES (Capacité de Désendettement), le nombre d'années pour la commune à rembourser les emprunts si elle n'en mobilise pas de nouveaux. En 2019, elle était de 4,18 années, ce qui est un bon indice. Nous passerions, avec les résultats de 2020, à 11,55 années. Monsieur FERRE indique que, de mémoire, il croit qu'il est considéré que lorsqu'on dépasse les 12 années, la situation de la ville est dans une situation préoccupante.

Monsieur le maire répond oui bien sûr, il rappelle aux élus qu'il a été nécessaire d'emprunter pour pouvoir subventionner les thermes, c'est une réalité. Monsieur le maire constate que monsieur FERRE n'est pas d'accord sur les analyses qui ont été jointes au compte administratif, c'est une analyse qui a été faite par un consultant extérieur, monsieur FERRE n'a pas les mêmes approches.

Monsieur le maire rappelle que le conseil est réuni pour examiner le compte administratif.

Monsieur FERRE indique que ce n'est pas une question d'avoir des différences d'approche mais les indices et calculs sur la base de critères qui sont établis, les éléments qui ont été présentés montrent clairement que les recettes n'ont pas été retraitées. C'est-à-dire que c'est la globalité des recettes qui a été prise en compte et non pas les recettes réelles de fonctionnement. Monsieur FERRE s'interroge sur l'origine des chiffres et insiste en indiquant qu'en toute honnêteté lorsqu'il a lu le document, il a eu l'impression que la phrase finale avait été écrite avant même que l'analyse ait été faite et que c'est elle qui a dicté la façon de rédiger.

Monsieur le maire rappelle que ce document a été rédigé par un consultant extérieur.

Monsieur PERUSSEAU prend la parole en indiquant qu'il ne s'agit pas d'une intervention politique de sa part.

Il précise qu'il connaît ce type de document et que, par principe, il le trouve très bien. Il ne comprenait absolument pas comment on y arrivait et il pense peut-être ne pas être le seul et indique qu'il n'a pas eu le courage de faire tout le travail d'analyse.

Monsieur PERUSSEAU indique que ce serait bien de n'avoir aucune polémique sur un document aussi important, il faut être sûr des éléments relatifs aux retraitements, subventions... même si ce sont des détails.

Monsieur PERUSSEAU se reprend en indiquant que ce ne sont pas des détails.

Monsieur FERRE indique que ce ne sont pas des détails.

Monsieur PERUSSEAU dit à nouveau qu'il trouve le document extrêmement important donc il faut que ce soit vraiment le reflet en sachant qu'effectivement en 2020 il y a eu le COVID, des subventions etc....

Monsieur PERUSSEAU indique que ce document est trop important au-delà du vote et il rappelle également qu'il ne s'agit pas du tout de se part de faire polémique.

Monsieur FERRE souligne qu'il faut avoir les documents les plus précis possible, les plus objectifs possibles pour avoir des votes éclairés.

Monsieur FERRE entend que le document a été fait par un prestataire extérieur même si cela le surprend un peu car il lui semble que s'il est en capacité de reprendre les calculs, les services financiers de la ville doivent l'être autant car ils sont beaucoup plus spécialistes que lui de la question.

Monsieur FERRE s'interroge encore sur l'erreur qui a été commise sur les résultats du compte administratif qui ont été présentés en conseil municipal et qui eux, n'émanent pas d'un intervenant extérieur qu'il sache. C'est d'autant plus surprenant que les résultats du compte administratif ont été votés l'an dernier et apparaissent en toutes lettres.

Monsieur FERRE indique qu'il ne comprend pas cette différence de 1.6 million qui a peut-être une vertu, c'est de faire apparaître des comptes très défavorables en 2019 au travers des éléments qui ont été présentés alors que la réalité est complètement différente.

Monsieur le maire indique à monsieur FERRE que son analyse a bien été notée.

Monsieur FERRE répond qu'il ne s'agit pas du tout d'une question d'analyse, il insiste là-dessus, et rappelle qu'il y a déjà eu des échanges sur le sujet, sur notamment le fait que le compte administratif 2019 présentait un excédent de 2.200.000,00 euros, ce sur quoi monsieur FERRE indique qu'il insiste lourdement.

Monsieur FERRE se souvient que lorsqu'il avait dit cela, monsieur le maire lui avait indiqué qu'il y aurait un audit qui démontrerait le contraire. Le problème c'est que le compte administratif a aussi été certifié par le compte de gestion.

Monsieur le maire répond à monsieur FERRE que les chiffres dont il parle sont devant lui.

Monsieur FERRE poursuit en disant que le compte administratif a été certifié par le compte de gestion de la trésorière l'an dernier donc ils sont incontestables.

Monsieur FERRE se pose la question, comment se fait-il que cela a été modifié dans la présentation faite dans le budget et que cela soit toujours erroné dans les tableaux présentés dans la note de synthèse explicative qui a été présentée. Monsieur FERRE indique qu'il aimerait comprendre, avoir une réponse.

Monsieur le maire répond que cela va être approfondi.

Monsieur FERRE indique qu'il s'excuse de beaucoup insister mais cela le perturbe car il s'agit d'un élément clé et il est très surpris de ne pas pouvoir avoir une réponse séance tenante. Il rappelle que le budget a tout de même été voté depuis un mois et qui plus est, avec du retard, car il fallait du temps supplémentaire pour le peaufiner, il estime que le vote a eu lieu sur des documents qui n'étaient – entre guillemets - pas vraiment sincères et c'est quand même perturbant.

Monsieur PERUSSEAU prend la parole en indiquant qu'il va parler dans la sincérité. Il prend l'exemple de la dépense d'investissement de la ville. Monsieur PERUSSEAU souligne que dans le document d'analyse, c'est 4.860.000,00 et dans le document présenté au vote, c'est 4.716.000,00, donc il y a forcément des petites coquilles.

Monsieur le maire demande s'il parle de 2019 ou de 2020.

Monsieur PERUSSEAU répond qu'il parle de 2020 et qu'il y a bien des petites coquilles mais c'est tellement important pour le pilotage, qu'il faut que ce document soit au-delà de tout débat d'opinion....

Monsieur PERUSSEAU souligne que pour la courbe ascendante présentée dans le graphe du rapport, il faut être sûr.

Monsieur le maire conclut en indiquant que les débats ayant eu lieu, il va quitter la salle pour le vote.

Monsieur PERUSSEAU souhaite qu'on lui réponde sur les dépenses d'investissement. Il veut connaître le montant puisqu'il faut voter.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique qu'il faut considérer la délibération.

Monsieur PERUSSEAU rappelle qu'il y a bien une différence entre les deux documents.

Monsieur le maire quitte la salle et cède la présidence de la séance à madame DERACHE afin qu'elle fasse procéder au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 12 voix pour, 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE) et 4 abstentions (Mme BOY, M. PERUSSEAU, M. SUBERCAZE, M. PALACIN), approuve le compte administratif du budget de la commune tel qu'exposé en séance.

Monsieur PERUSSEAU prend la parole afin de demander s'il est possible, pour avoir une conclusion positive, d'avoir une réunion pour consolider le point qui vient d'être présenté au vote.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

AFFECTATION DES RESULTATS 2020 DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Rapporteur : M. le maire

L'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Administratif. Considérant que le Compte Administratif 2020 du budget annexe de l'eau a été adopté par l'assemblée délibérante le 11/06/2021 et fait apparaître les éléments suivants :

Section fonctionnement

Résultat de l'exercice 2020 (compte 12) : 26 453.69 €

Report à nouveau créditeur (compte 110) : 639 984.33 €

Résultat de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 : 666 438.02 €

Section investissement

Solde d'exécution de la section d'investissement 2020 : 413 252.75 €

Besoin de financement à la section d'investissement : 0 €

Ce compte administratif ne présente pas de restes à réaliser.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter au budget 2021 les résultats comme suit :

Excédent de la section de fonctionnement 2020 : 666 438.02 €.

- Résultat de fonctionnement reporté (002) : 666 438.02 €.

Excédent de la section d'investissement 2020 : 413 252.75 €.

- Solde d'exécution reporté (001) : 413 252.75 €.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions, approuve l'affectation au budget 2021 des résultats comme suit :

Excédent de la section de fonctionnement 2020 : 666 438.02 €.

- Résultat de fonctionnement reporté (002) : 666 438.02 €.

Excédent de la section d'investissement 2020 : 413 252.75 €.

- Solde d'exécution reporté (001) : 413 252.75 €.

AFFECTATION DES RESULTATS 2020 DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

L'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats

définitifs lors du vote du Compte Administratif. Considérant que le Compte Administratif 2020 du budget annexe assainissement a été adopté par l'assemblée délibérante 11/06/2021 et fait apparaître les éléments suivants :

Section fonctionnement

Résultat de l'exercice 2020 (compte 12) : - 22 672.44 €.

Report à nouveau créditeur (compte 110) : 145 326.77 €.

Résultat de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 : 123 654.33 €.

Section investissement

Solde d'exécution de la section d'investissement 2020 : 370 039.86 €.

Restes à réaliser en dépenses : 9 539.60 €.

Reste à réaliser en recettes : 0.00 €.

Soldes des restes à réaliser : - 9 539.60 €.

Besoin de financement à la section d'investissement : - 360 500.26 €.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter au budget 2021 les résultats comme suit :

Excédent de la section de fonctionnement 2020 : 123 654.33 €.

- Résultat de fonctionnement reporté (002) : 123 654.33 €.

Excédent de la section d'investissement 2020 : 370 039.86 €.

- Solde d'exécution reporté (001) : 370 039.86 €.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve l'affectation au budget 2021 les résultats comme suit :

Excédent de la section de fonctionnement 2020 : 123 654.33 €.

- Résultat de fonctionnement reporté (002) : 123 654.33 €.

Excédent de la section d'investissement 2020 : 370 039.86 €.

- Solde d'exécution reporté (001) : 370 039.86 €.

AFFECTATION DES RESULTATS 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Rapporteur : M. le maire

L'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Administratif.

Considérant que le Compte Administratif 2020 du budget de la Commune adopté par l'assemblée délibérante le 11/06/ 2021 fait apparaître les éléments suivants :

Section fonctionnement

Résultat de l'exercice 2020 (compte 12) : 526 847.78 €.

Report à nouveau créditeur (compte 110) : 1 362 029.00 €.

Résultat de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 : 1 888 876.78 €.

Section investissement

Solde d'exécution de la section d'investissement 2020 : - 2 327 346.94 €.

Restes à réaliser en dépenses : 883 807.17 €.

Reste à réaliser en recettes : 1 963 099.80 €.

Soldes des restes à réaliser : + 1 079 292.63 €.

Besoin de financement à la section d'investissement : 1 248 054.31 €.

Monsieur Le maire propose à l'assemblée délibérante d'affecter au budget 2021 le résultat de fonctionnement 2020 comme suit :

- 1- Couverture du besoin de financement de la section d'investissement en votant au compte 1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés : 1 248 054.31 €.
- 2- Le surplus de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 (1 888 876.78 €) diminué du besoin de financement de la section d'investissement (1 248 054.31 €) soit 640 822.47 € est affecté en recettes de fonctionnement et porté sur la ligne budgétaire 002 - Résultat d'exploitation reporté.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions, approuve l'affectation au budget 2021 du résultat de fonctionnement 2020 comme suit :

1. Couverture du besoin de financement de la section d'investissement en votant au compte 1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés : 1 248 054.31 €.
2. Le surplus de la section de fonctionnement cumulé au 31/12/2020 (1 888 876.78 €) diminué du besoin de financement de la section d'investissement (1 248 054.31 €) soit 640 822.47 € est affecté en recettes de fonctionnement et porté sur la ligne budgétaire 002 - Résultat d'exploitation reporté.

DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET 2021 DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire précise que la modification correspond à un montant de 9539,60 euros pour des installations de matériel et outillage.

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget assainissement 2021.

Section investissement

Dépenses

2315	Installations, matériel et outillage techniques -Travaux à programmer	9 539,60 €
	TOTAL	9 539,60 €

Section investissement

Recettes

001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	9 539,60 €
	TOTAL	9 539,60 €

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

23	9 539,60 €
TOTAL	9 539,60 €

Section investissement

Recettes

001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	9 539,60 €
	TOTAL	9 539,60 €

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement selon les modalités exposées en séance.

DECISION MODIFICATIVE 1 BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit d'une décision modificative au budget principal et qu'ils disposent du détail, en dépenses et en recettes avec les différentes lignes qui sont modifiées depuis le vote du budget 2021.

Monsieur le maire précise qu'en ligne D-678, les élus peuvent retrouver la provision pour le chalet Spont.

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget principal 2021.

DECISION MODIFICATIVE 1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	104 140.72 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	104 140.72 €	0.00 €	0.00 €
D-678 : Autres charges exceptionnelles	0.00 €	150 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0.00 €	150 000.00 €	0.00 €	0.00 €

R-7788 : Produits exceptionnels divers	0.00 €	0.00 €	0.00 €	89 140.72 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	0.00 €	89 140.72 €
R-7865 : Reprises sur prov. pour risques et charges financiers	0.00 €	0.00 €	0.00 €	165 000.00 €
TOTAL R 78 : Reprises sur amortissements et provisions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	165 000.00 €
Total FONCTIONNEMENT	0.00 €	254 140.72 €	0.00 €	254 140.72 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	104 140.72 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	104 140.72 €
D-1321 : Etat et établissements nationaux	0.00 €	6 500.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1311 : Etat et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	0.00 €	5 459.00 €
TOTAL 13 : Subventions d'investissement	0.00 €	6 500.00 €	0.00 €	5 459.00 €
D-2031-826 : PATAUGEOIRE	5 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-928 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2021	0.00 €	271 002.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	0.00 €	59 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2032-834 : DIVERS ETUDES ET AMO 2019	17 930.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	23 330.00 €	330 002.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-941 : DIAGNOSTIC SUR FORET	0.00 €	3 298.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-878 : MISE EN SECURITE DES BATIMENTS ET EVENEMENTS	2 267.40 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

D-2135-902 : TRAVAUX COURANTS BATIMENTS 2020	2 292.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-924 : RENOVATION SALLES DE BAIN GENDARMERIE	0.00 €	9 573.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-930 : DIVERS TRAVAUX COURANTS 2021	0.00 €	61 850.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-932 : TRAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2021	91 420.80 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-936 : DIVERS TRAVAUX 2021	20 300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2138-934 : ACQUISITION BATIMENTS	43 640.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-896 : TRAVAUX SPORT 2020	0.00 €	1 401.26 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-930 : DIVERS TRAVAUX COURANTS 2021	0.00 €	3 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2182-904 : ACQUISITIONS VEHICULES 2020	41 848.08 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2182-931 : ACQUISITIONS VEHICULES 2021	0.00 €	41 900.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2183-933 : MATERIEL ET MOBILIER 2021	0.00 €	20 618.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-878 : MISE EN SECURITE DES BATIMENTS ET EVENEMENTS	300.32 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-879 : MATERIELS ET OUTILLAGES SERVICES TECHNIQUES	867.89 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-891 : RESTAURATION STATUE SAINT ETIENNE	0.00 €	3 672.00 €	0.00 €	0.00 €

D-2188-929 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2021	0.00 €	48 171.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-932 : TRAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2021	0.00 €	2 057.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-936 : DIVERS TRAVAUX 2021	40 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-937 : DIVERS MATERIEL SPORT	3 888.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	246 824.49 €	196 040.26 €	0.00 €	0.00 €
D-2312-855 : REFECTION VOIRIE 2018 - 2020	7 803.05 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-835 : RENOVATION DES FRESQUES CHAMBERT	105 600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-935 : CLOTURE AERODROME 2021	47 600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2316-936 : DIVERS TRAVAUX 2021	0.00 €	8 215.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	161 003.05 €	8 215.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	431 157.54 €	540 757.26 €	0.00 €	109 599.72 €
Total Général	363 740.44 €		363 740.44 €	

(1) y compris les restes à réaliser

Monsieur FERRE souhaite avoir des précisions sur les raisons des mouvements exposés.

Monsieur le maire lui demande pour quels mouvements il souhaite des explications.

Monsieur PERUSSEAU demande ce que ces mouvements ont comme conséquence sur ce qui vient d'être présenté en conseil.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit là de mouvements internes, des ajustements, il souligne que le total général s'équilibre à 363 740,44 euros en plus et en moins.

Monsieur FOURCADET souhaite savoir à quoi correspond la ligne pour la pataugeoire.

Monsieur le maire répond que la modification à la baisse pour la pataugeoire pour 5400 euros correspond à une étude antérieure qui a été annulée.

Monsieur FOURCADET demande si l'étude « divers travaux » concerne la piscine.

Monsieur le maire confirme que l'étude « divers travaux » de 971.000 euros correspond à la piscine.

Monsieur PERUSSEAU demande jusqu'à quand on va prendre en compte des modifications du budget.

Monsieur le maire lui répond jusqu'en décembre, il souligne qu'il est essayé d'estimer autant que possible mais que la réalité oblige à modifier.

Monsieur FERRE pose une question sur la ligne « divers travaux courants » à la ligne D-2135-930.

Monsieur le maire répond que cela concerne l'école de la rue Hortense pour la pose de volets roulants sur l'appartement n° 1. Le remplacement de la double porte extérieure à l'espace Mandela.

Aux espaces verts, le remplacement de la couverture d'une serre suite à la tempête.

Pour la voirie, 9000 euros de reprise de murs de soutènement.

A la maison du curiste, la mise en place d'une alarme pour 5000 euros.

Pour le stade, la déconstruction d'une tribune située en zone violette pour 20.000 euros.

Ainsi que des travaux pour le gymnase, pour le casino....., pour un total de 61.850 euros.

Monsieur PERUSSEAU évoque la rénovation des fresques de l'espace chambert, il relève une diminution de crédit de 106.000 euros, donc, comme il s'agit d'un mouvement d'écriture, cela signifie qu'il va retrouver 106.000 en moins quelque part.

Madame CAU indique que cela peut être dans plusieurs lignes.

Monsieur PERUSSEAU est d'accord, cela veut dire que cela a été réaffecté.

Madame DANTES (DGS de la mairie) répond que cela a été réaffecté sur plusieurs lignes.

Monsieur le maire demande s'il y a des questions complémentaires.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE), approuve la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement.

DELIBERATION AUTORISANT LE DEPOT DE DEMANDES DE SUBVENTIONS

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'il est prévu au budget 2021 de la commune plusieurs opérations d'investissements nécessitant des dossiers de subvention.

Aussi, les plans de financements suivants sont proposés :

1. Centre équestre : maîtrise d'œuvre sur les réseaux d'eaux usées et pluviaux / diagnostics de structure

Montant HT	Etat	Autofinancement
	50%	50 %
36 470 €	18 235 €	18 235 €

2. Acquisition de véhicules (mise à jour du plan de financement)

Montant HT	Etat	CD31	Autofinancement
	25 %	19.8 %	55.2 %
50 575 €	12 644 €	10 000 €	27 931 €

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver ces opérations, les plans de financement proposés et de l'autoriser à demander aux partenaires l'attribution des subventions exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les opérations, les plans de financement proposés autorise monsieur le maire à demander aux partenaires l'attribution des subventions exposées en séance.

Monsieur le maire indique aux élus que les trois prochaines délibérations concernent l'Ehpad ERA CASO.

Monsieur le maire rappelle que l'établissement ERA CASO est en recherche permanente d'aide-soignants, un contrat d'apprentissage permettra peut-être à un jeune de se stabiliser.

Monsieur PERUSSEAU prend la parole pour revenir sur la délibération précédente car il n'a pas eu le temps de tout retrouver avant.

Il évoque les investissements avec la maîtrise d'œuvre pour la piscine Alban Rougé qui s'élève à 370.000 euros, sur le document évoqué précédemment, il lui a été répondu que la maîtrise d'œuvre était de 246.000 euros.

Madame DANTES (DGS de la commune), lui répond qu'il s'agit de deux montants différents, maîtrise d'œuvre et études.

Monsieur le maire revient à la délibération relative au contrat d'apprentissage pour l'Ehpad ERA CASO. Monsieur le maire précise aux élus que ce contrat est subventionné.

APPROBATION D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE, DIPLÔME D'AIDE-SOIGNANT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

Vu le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Il est proposé à l'assemblée délibérante de conclure à compter de septembre 2021, un contrat d'apprentissage à l'Ehpad Era Caso, pour une période de formation d'un an, en vue de la préparation du diplôme d'aide-soignant.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la possibilité de recours à un contrat d'apprentissage en découlant, tel que présenté en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à ce contrat d'apprentissage.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve,

- La conclusion, à compter de septembre 2021, d'un contrat d'apprentissage à l'Ehpad Era Caso, pour une période de formation d'un an, en vue de la préparation du diplôme d'aide-soignant, tel que présenté en séance,
- Autorise monsieur le maire à signer les actes afférents à ce contrat d'apprentissage.

Monsieur le maire précise à l'assemblée que, dans le cadre de l'amélioration du service que l'établissement ERA CASO souhaite apporter à ses résidents comme à ses employés, la direction d'ERA CASO souhaite procéder au recrutement d'un cadre de santé pour améliorer les planifications et la gestion globale. Monsieur le maire précise que c'est un poste qui n'existe pas et qui est nécessaire à la direction.

Monsieur le maire propose aux élus de bien vouloir accepter l'ouverture de ce poste.

AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE A L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3.2°,
Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2015-1912 du 29/12/2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.
Considérant la nécessité de recruter un cadre de santé à l'Ehpad Era Caso, Vu le tableau des effectifs,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

Le recrutement à compter du 01/10/2021, d'un cadre de santé sur un emploi permanent à temps complet, dans le cadre d'emploi des cadres de santé paramédicaux territoriaux, pour les missions suivantes :

Organisation de l'activité paramédicale, animation de l'équipe et coordination des moyens de l'Ehpad en veillant à l'efficacité et la qualité des prestations / transmissions des informations / rendre compte / Gestion et encadrement des professionnels paramédicaux / être garant du projet de soins de l'établissement.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26/01/1984. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans compte tenu des fonctions très spécialisées.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent recruté sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un cadre de santé à l'Ehpad selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à ce recrutement.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve,

- Le recrutement d'un cadre de santé à l'Ehpad selon les modalités exposées en séance,
- Autorise monsieur le maire à signer les actes afférents à ce recrutement.

Monsieur le maire indique que pour le point suivant, il s'agit de remplacer une infirmière suite à un départ.

AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UNE INFIRMIERE A L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3.2°,
Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2015-1912 du 29/12/2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu la délibération n° DEL20190138 en date du 30/08/2019 relative à la création d'un emploi permanent d'infirmière pour l'Ehpad Era Caso,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant que les besoins des services de l'Ehpad Era Caso nécessitent le recrutement d'un infirmier,
Vu le tableau des effectifs,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

Le recrutement à compter du 19/07/2021, d'un infirmier, sur un emploi permanent, à temps complet, dans le grade des infirmiers en soins généraux territoriaux de classe normale, pour les missions suivantes : accompagnement des résidents et familles, prise en charge médicale, encadrement des équipes, gestion des stocks.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26/01/1984. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans compte tenu des fonctions très spécialisées.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier de la détention d'un diplôme d'Etat d'infirmier et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un infirmier pour l'Ehpad Era Caso selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à ce recrutement.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le recrutement d'un infirmier pour l'Ehpad Era Caso selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer les actes afférents à ce recrutement.

Pour la délibération suivante, monsieur le maire précise à l'assemblée délibérante qu'il s'agit de la création d'un emploi non permanent, c'est-à-dire pour 18 mois maximum et 2 à 3 mois minimum, pour un emploi d'agent polyvalent des écoles, c'est-à-dire ATSEM à l'école maternelle pour faire face à l'accroissement temporaire de l'activité sur un poste à temps non complet.

CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT POLYVALENT DES ECOLES

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.1°,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-1912 du 29/12/2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir le bon fonctionnement des écoles lors de la rentrée scolaire 2021-2022,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

La création d'un emploi temporaire d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet, soit 28 heures hebdomadaires, pour les fonctions d'agent technique polyvalent des écoles, à compter du 01/09/2021.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint technique 1^{er} échelon (indice brut 354).

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3 1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et de l'autoriser à signer le contrat correspondant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer le contrat correspondant.

OUVERTURE DES POSTES D'AGENTS SAISONNIERS A LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que cette délibération a été présentée préalablement en conseil d'exploitation des thermes en présence du directeur de l'établissement qui a donné les détails aux élus présents.

Monsieur le maire rappelle aux élus l'obligation de recruter des anciens saisonniers en priorité et il précise que la démarche actuelle consiste à optimiser au mieux les tâches et les postes de chacun.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient de procéder aux ouvertures de postes aux thermes, détaillées ci-après, pour le bon fonctionnement de l'établissement.

Juillet 2021 :

ADMINISTRATIFS

- 05 agents du 07 Juillet 2021 au 14 Novembre 2021
- 01 agent du 07 Juillet 2021 au 31 Octobre 2021

SOINS

- 06 agents du 07 Juillet 2021 au 31 Octobre 2021
- 62 agents du 07 Juillet 2021 au 14 Novembre 2021
- 02 kinés du 07 Juillet 2021 au 14 Novembre 2021
- 02 kinés du 07 Juillet 2021 au 24 Octobre 2021

Total : 78 agents.

Septembre 2021 :

- 14 agents du 06 Septembre 2021 au 31 Octobre 2021

Total : 14 agents.

Total Général : 92 agents

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont des questions particulières sur les ouvertures de postes présentées.

Monsieur FERRE demande au maire de lui rappeler combien il y avait de saisonniers l'an passé.

Monsieur le maire répond qu'il y en avait un peu plus c'est certain et indique à nouveau que, pour cette année, le besoin est de 92 agents.

Il précise qu'à ce jour, il est estimé, pour faire face aux réservations (4200), en anticipant avec le marché, retrouver à peu près 50 % de ce qui se faisait en 2019, ce qui devrait amener en fin d'année à 6000 curistes.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il avait retenu le chiffre de 60 %.

Madame CAU évoque les agents qui ont commencé au mois de mai.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation des thermes en séance du 11 Juin 2021,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les ouvertures de postes selon les modalités exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les ouvertures de postes selon les modalités exposées en séance.

Monsieur le maire donne la parole à madame DERACHE.

Madame DERACHE indique que le point suivant concerne l'éducation.

Elle présente la délibération aux élus.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION SIRPEA AFIN DE CONTRIBUER AUX FINANCEMENTS DES FRAIS D'UNE CLASSE D'ECOLE PUBLIQUE SITUÉE AU SEIN DU CENTRE HOSPITALIER MARCHANT (TOULOUSE) POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Rapporteur : Mme DERACHE (2^{ème} Adjointe au maire)

Madame DERACHE informe l'assemblée qu'un enfant domicilié sur la commune de Luchon est actuellement scolarisé à l'école publique en hôpital de jour du Centre Hospitalier G. Marchant à Toulouse.

L'association SIRPEA, qui met en œuvre des actions de soutien aux enfants hospitalisés a sollicité une subvention visant exclusivement à contribuer aux frais (achat de matériel pédagogique, supports...) de la classe dans laquelle est scolarisé l'élève en question.

Madame DERACHE propose aux élus d'attribuer une subvention de 200 euros à l'association SIRPEA.

Monsieur PERUSSEAU indique que dans la mesure où cela concerne des pathologies psychologiques, il imagine qu'il s'agit d'un séjour long et se demande si la somme proposée va suffire, si cela est assez significatif.

Monsieur le maire et madame DERACHE indiquent que c'est ce qui est demandé par l'association.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que la somme de 200 euros n'est pas importante.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que la décision a été prise en fonction de la demande de l'association.

Il est précisé aux élus que le recrutement a été effectué en deux temps car il n'était pas possible de prévoir l'évolution de la situation sanitaire et il y a eu dans un premier temps une mise en chômage partiel des agents. In fine, une partie des 104 agents s'ajoute aux 92 recrutements présentés.

Monsieur FERRE souligne que c'est pour cette raison qu'il a posé la question. Il souhaite avoir le chiffre réel.

Monsieur le maire indique que cela sera communiqué.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'attribution d'une subvention de 200 euros à l'association SIRPEA.

DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU DIPOSITIF « PETITS DEJEUNERS » DANS LES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : Mme DERACHE (2^{ème} Adjointe au maire)

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de la lutte contre la pauvreté, l'État finance des petits déjeuners pour les écoles situées dans les territoires prioritaires (quartiers de la politique de la ville et des territoires ruraux fragiles).

Madame DERACHE précise aux élus qu'une dotation par élève de 1€ par petit déjeuner sera ainsi attribuée par l'État à ces territoires pour encourager et soutenir l'organisation de petits déjeuners à l'école.

L'objectif est de permettre aux enfants de ne pas commencer la journée le ventre vide, de rester concentrer pendant toute la matinée et ainsi d'apprendre dans les meilleures conditions. Cette mesure participe à la réduction des inégalités, dès le plus jeune âge.

L'objectif de ce dispositif est double :

- Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.
- Un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

Ce dispositif pourrait être mis en place dès le mois de juin 2021.

Pour pouvoir prendre le temps d'étudier ce dispositif et d'y associer la lutte contre l'obésité, il est proposé à l'assemblée délibérante,

- dans un premier temps, d'accompagner le corps enseignant des écoles maternelle « les Eterlous » et élémentaire « les Isards », dans un projet pédagogique sur une semaine du mois de juin 2021 et
- dans un deuxième temps d'approfondir l'étude de cette mesure pour un éventuel projet sur l'année scolaire 2021-2022.

Madame DERACHE présente le détail de l'action aux élus pour le mois de juin pour les deux sites, école élémentaire et école maternelle.

Au niveau de l'école élémentaire, les petits-déjeuners proposés ne seront jamais les mêmes pour la semaine, madame DERACHE donne lecture aux élus de la composition de ces petits-déjeuners.

Pour l'école maternelle, madame DERACHE indique que l'accent a été mis sur les fruits de saison, chaque matin un fruit de saison différent sera proposé.

Monsieur FOURCADET demande de quelle manière sont « déterminés » les enfants éligibles, il suppose qu'il s'agit d'enfants défavorisés.

Madame DERACHE précise que le dispositif s'adresse à tous les enfants.

Madame CAU demande si cela concerne juste les enfants de Luchon.

Madame DERACHE répond que le dispositif s'adresse aux enfants inscrits dans les écoles même s'ils n'habitent pas à Luchon.

Madame DERACHE demande à l'assemblée délibérante d'autoriser monsieur le maire à signer les documents administratifs affaissant à la mise en place du dispositif sur une semaine pour chaque école sur le mois de juin 2021.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise monsieur le maire à signer les documents administratifs affaissant à la mise en place du dispositif sur une semaine pour chaque école sur le mois de juin 2021.

DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE « TARIFICATION SOCIALE DES CANTINES » DANS LES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : Mme DERACHE (2^{ème} Adjointe au Maire)

Madame DERACHE rappelle à l'assemblée délibérante que la cantine scolaire est à la fois un service public indispensable aux familles, notamment lorsque les parents exercent des activités professionnelles éloignées du domicile, mais également un espace privilégié d'inclusion sociale pour les enfants.

Elle permet, en particulier aux élèves issus de familles défavorisées, de « bien manger » avec un repas complet et équilibré ce qui favorise ainsi leur concentration et le bon déroulement des apprentissages, tout en contribuant à la réduction des inégalités dès le plus jeune âge.

Mettre en place une tarification sociale des cantines, c'est donner à chaque enfant les moyens de la réussite.

Pour réduire l'inégalité de ressources entre les communes, l'État s'est engagé à accompagner les petites communes, majoritairement situées dans les territoires ruraux.

La tarification sociale des cantines consiste à proposer des tarifs différents aux familles, en fonction de leurs revenus. Il s'agit donc d'une tarification progressive, calculée sur la base des revenus ou du quotient familial.

Les différentes tranches de prix, librement fixées par la commune, doivent néanmoins faire l'objet d'une délibération du conseil municipal (ou conseil communautaire pour les EPCI) (L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Ces tarifs s'appliquent à l'ensemble des élèves des écoles maternelles et élémentaires de la commune, qu'ils y résident ou non.

Au travers d'une convention pluriannuelle, l'État s'engage à verser l'aide aux collectivités éligibles pendant 3 ans, sous réserve de la disponibilité des crédits en loi de finances initiale pour une aide de 3€ par repas servi au tarif maximal d'1€.

Le programme national proposé nécessite un travail de réflexion en amont permettant de définir les tarifs en adéquation avec les tranches de revenu ou de quotient familial correspondant à la population de Luchon, alors que l'Etat demande une délibération d'adhésion au dispositif datée de juin 2021 au plus tard

Madame DERACHE propose à l'assemblée délibérante :

- D'adhérer au dispositif « tarification sociale des cantines pour la rentrée scolaire 2021-2022 » pour les écoles maternelle et primaire de Bagnères de Luchon,

- De prévoir une délibération du conseil municipal au mois d'août 2021 pour fixer les tarifs de la cantine des écoles maternelle et primaire de Bagnères de Luchon à appliquer pour la rentrée scolaire 2021-2022.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- ✓ Approuve l'adhésion au dispositif « tarification sociale des cantines pour la rentrée scolaire 2021-2022 » pour les écoles maternelle et primaire de Bagnères de Luchon,
- ✓ Dit qu'une délibération du conseil municipal, au mois d'août 2021, fixera les tarifs de la cantine des écoles maternelle et primaire de Bagnères de Luchon à appliquer pour la rentrée scolaire 2021-2022.

DELIBERATION RELATIVE A LA PROLONGATION DE LA CONVENTION DU PROJET EDUCATIF TERRITORIAL (PEdT) 2019-2021 JUSQU'AU 31 AOUT 2022

Rapporteur : Mme DERACHE (2^{ème} Adjointe au maire)

Madame DERACHE indique aux élus que depuis 2015, la commune de Bagnères de Luchon a mis en place un Projet Éducatif Territorial (PEdT) pour proposer à chaque enfant et chaque jeune un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

En 2019, la Communauté de Communes Pyrénées Haut-Garonnaise (CCPHG) a pris la compétence périscolaire en accord avec les communes possédant des écoles. Seule la commune de Bagnères de Luchon a souhaité s'accorder un an pour transférer cette compétence, soit pour la rentrée scolaire 2020-2021.

Le PEDT devant être renouvelé en 2019, la CCPHG et la commune de Bagnères de Luchon ont cosigné un PEDT d'une durée de 2 ans, de 2019 à 2021, en partenariat avec la Caisse d'Allocation Familiales (CAF) et l'État.

Sachant que cette convention prend fin le 31 août 2021, l'académie de Toulouse et la CAF ayant pris en considération la crise sanitaire et ses conséquences éducatives, proposent de reporter l'échéance de cette convention au 31 août 2022. Cette échéance permettra d'engager la démarche d'évaluation et de réécriture du projet pour les années 2022 à 2025 dès la prochaine rentrée en toute sérénité.

Madame DERACHE propose à l'assemblée délibérante d'approuver le report de l'échéance de la convention au 31 août 2022 et d'autoriser monsieur le maire à signer la prolongation de convention de partenariat PEDT pour 2021-2022.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve le report de l'échéance de la convention au 31 août 2022,
- Autorise monsieur le maire à signer la prolongation de convention de partenariat PEDT pour 2021-2022.

Monsieur le maire indique que la délibération suivante concerne l'état civil et plus particulièrement un changement de concession.

CHANGEMENT DE CONCESSION AU CIMETIERE N°4 POUR UN CONCESSIONNAIRE EXISTANT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que lors de la séance du conseil municipal du 18 janvier 2013, il avait été approuvé par délibération DEL20130005, la création du columbarium au cimetière n°4.

Ce columbarium a été construit par erreur sur des emplacements existants dont un, appartenant à Monsieur régis SOLELHAC, concession numérotée en 2013, F 70.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de procéder à un échange de concession et de concéder à monsieur SOLELHAC la concession J 51 - cimetière 4.

Le titre de concession sera également modifié en ce sens sans qu'il en soit demandé un coût supplémentaire.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve,

- L'échange de concession et de concéder à monsieur SOLELHAC la concession J 51 - cimetière 4.
- Dit que le titre de concession sera également modifié en ce sens sans qu'il en soit demandé un coût supplémentaire.

DELIBERATION RELATIVE A UNE CONVENTION RELATIVE A L'ADHESION DE LA COMMUNE AUX ECHANGES DEMATERIALISES DE DONNEES D'ETAT CIVIL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe le conseil municipal que le dispositif COMEDEC vise à simplifier les démarches administratives des usagers, sécuriser les échanges de données d'état civil et lutter contre la fraude documentaire à l'état civil.

COMEDEC concerne :

- Les demandes d'actes de naissance dans le cadre d'une demande de passeport ou de carte nationale d'identité,
- Les demandes d'actes de naissance, mariage et décès provenant des études notariales.

Avec le Décret Etat civil n°2011-167 publié le 10 février 2011, les usagers sont dispensés de l'obligation de produire un acte de l'état civil à l'appui de leurs démarches administratives en permettant aux administrations et organismes, légalement fondés à requérir de tels actes, de demander directement, auprès des officiers de l'état civil qui en sont dépositaires, la vérification des données déclarées par les usagers.

Sachant que l'Arrêté technique du 23 décembre 2011 institue la possibilité de procéder à la vérification par voie électronique des données d'état civil et permet aux collectivités locales souhaitant procéder à ces vérifications de signer une convention de service avec le ministère de la justice et des libertés et l'ANTS pour l'utilisation de COMEDEC.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- D'approuver la convention pour l'utilisation de COMEDDEC afin de simplifier les démarches administratives des usagers, sécuriser les échanges de données d'état civil et lutter contre la fraude documentaire à l'état civil.
- De l'autoriser à signer toutes pièces nécessaires à son exécution.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité à l'unanimité,

- Approuve la convention pour l'utilisation de COMEDDEC afin de simplifier les démarches administratives des usagers, sécuriser les échanges de données d'état civil et lutter contre la fraude documentaire à l'état civil.
- Autorise monsieur le maire à signer toutes pièces nécessaires à son exécution.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent de la convention qui détaille les obligations des parties.

Monsieur le maire annonce aux élus que la délibération suivante concerne l'animation et le sport.

CHARTRE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES ENTRE LA COLLECTIVITE DE BAGNERES DE LUCHON ET LE TISSU ASSOCIATIF LUCHONNAIS

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que la municipalité de Luchon et les associations sont de véritables partenaires associatifs depuis de nombreuses années.

Ainsi la Ville de Bagnères de Luchon souhaite proposer aux associations engagées la formalisation de leur relation par la signature d'une « Charte de la vie associative » en reprenant les éléments et les principes fondamentaux de la Charte nationale d'engagements réciproques dont la volonté est de développer toujours plus de transparence, de respect de l'intérêt général et plus d'efficacité dans la cogestion partenariale.

Constituant un point d'appui essentiel pour approfondir et enrichir les relations, elle se décline en 2 parties :

- Les engagements de la commune.
- Les engagements des associations.

Il est aujourd'hui proposé au conseil municipal d'adopter cette charte d'engagements réciproques.

Monsieur le maire indique aux élus qu'ils disposent de cette charte en pièce annexe à la délibération.

Il précise que la charte a été adaptée aux particularités de la commune, et envoyée aux élus par voie dématérialisée.

Monsieur le maire indique aux élus que s'il y a des questions ou remarques sur cette charte, madame DE FARCY DEPONTFARCY y répondra.

Monsieur PALACIN souhaite savoir sur quels points la charte vient combler un manque.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'il n'y avait pas forcément un besoin, c'est plus dans l'esprit d'avoir un partenariat entre la collectivité et le tissu associatif, pour bien montrer les droits et devoirs de chacun (collectivité envers les associations et inversement). Le but était surtout d'avoir un bon partenariat écrit, un cadre. Mme DE FARCY DEPONTFARCY souligne que le cadre n'est toutefois par fermé.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il a souvenir de discussions relatives à la participation des associations à des animations globales de la commune.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que tout est regroupé dans la charte et évoqué assez en profondeur, ce sera également revu dans la délibération relative au règlement d'attribution des subventions.

Monsieur FOURCADET demande si cette charte est inspirée de ce qui se pratique ailleurs.

Monsieur le maire répond que c'est basé sur les fondamentaux de la charte nationale d'engagements réciproques.

Monsieur FERRE indique que cela reprend les points de la charte précédente.

Monsieur le maire demande aux élus s'ils ont des questions ou remarques complémentaires sur la charte entre la commune et le tissu associatif luchonnais.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la charte d'engagements réciproques telle que présentée en séance.

Monsieur le maire cède la parole à madame DE FARCY DEPONTFARCY pour la délibération suivante.

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS COMMUNALES AUX ASSOCIATIONS

Rapporteur : Mme DE FARCY DEPONTFARCY (Conseillère déléguée)

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise à l'assemblée que le règlement d'attribution des subventions aux associations a été retravaillé en le mettant au goût du jour.

Cela reprend, point par point, tout ce à quoi ont droit les associations et également ce qu'elles doivent présenter à la commune afin de prétendre à l'obtention d'une subvention.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY rappelle aux élus que la ville de Bagnères de Luchon a la volonté d'accompagner les associations en les aidant dans la réalisation de leurs projets en les soutenant dans leurs actions sur le plan financier, logistique et technique.

Pour cela, il est proposé de modifier le règlement d'attribution adopté en séance du conseil municipal du 7 novembre 2018.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise aux élus qu'ils disposent de ce règlement en annexe de la présente délibération.

Elle précise que ce document sera transmis systématiquement à chaque association demandeuse de financement afin qu'elle puisse prendre connaissance des règles qui s'appliquent.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique aux élus qu'il est aujourd'hui proposé au conseil municipal d'adopter ce nouveau règlement d'attribution des subventions.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique que la date légale de dépôt du dossier est désormais fixée au 31 décembre de l'année.

Monsieur le maire précise que ce règlement est modifiable mais comme pour la précédente délibération cela pose un cadre.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il serait possible d'imaginer de regrouper les associations par thèmes.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que c'est l'objet de la délibération suivante.

Monsieur le maire demande aux élus s'il y a des questions sur le règlement d'attribution des subventions présenté.

Monsieur PALACIN demande s'il sera fait une application, avec discernement, du règlement selon les différentes situations.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond oui bien sûr.

Monsieur PALACIN évoque la question de savoir si une association dispose d'une épargne ou pas. Si elle en dispose, savoir à quoi elle la destine...

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que cela sera pris en compte.

Monsieur PALACIN indique qu'il s'agit d'un sujet sensible, il précise qu'une association peut épargner depuis dix ans pour acheter un bâtiment.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver le règlement d'attribution des subventions communales aux associations tel qu'exposé en séance et de l'autoriser à le signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le règlement d'attribution des subventions communales aux associations tel qu'exposé en séance et autorise monsieur le maire à le signer.

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – ANNEE 2021

Rapporteur : Mme DE FARCY DEPONTFARCY (Conseillère déléguée)

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise aux élus qu'il convient, comme chaque année, de répartir les subventions apportées aux associations.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY informe l'assemblée qu'en raison de la pandémie liée à la Covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités pour reporter des projets et des actions subventionnées.

Or, conformément à la circulaire du Premier Ministre signée le 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques, l'association qui a engagé des frais en amont de la pandémie mais qui n'a pas pu tout réaliser pourra décaler son projet.

Si l'action a été arrêtée et qu'il demeure des crédits publics non utilisés, les crédits publics seront redéployés sur un nouveau projet porté par l'association.

En dernier ressort, l'autorité administrative, pourra récupérer les crédits publics non utilisés.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique aux élus qu'ils disposent, en annexe de la présente délibération, de la répartition des subventions par association bénéficiaire.

Elle rappelle qu'en 2021, la somme globale d'attribution des subventions est de 124 800 €, hors projet particulier qui nécessite réglementairement une délibération individuelle.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY rappelle que la liste des bénéficiaires se trouve en annexe de la présente délibération.

Monsieur PERUSSEAU demande à ce que les associations soient regroupées par thématique.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que c'est faisable.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise aux élus que cette année, vu la situation sanitaire, quelques associations n'ont pas fait de demandes ou sont revenues sur leurs demandes d'attribution de subventions ne pouvant pas réaliser leurs événements, il est donc normal que celles-ci n'apparaissent pas.

Monsieur PERUSSEAU fait remarquer que l'association du festival du film ne figure pas dans la liste.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond que cela fait l'objet d'une délibération à part.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il y a désormais deux clubs d'échecs à Luchon.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'il n'y a qu'un club d'échecs mais cette année la commune devait recevoir le championnat du monde (début juillet) pour les personnes mal voyantes, en raison de la crise sanitaire, ce sera, ce qui est déjà pas mal, le championnat de France.

Monsieur PERUSSEAU demande de quel championnat de France il s'agit.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'il s'agit du championnat de France pour les personnes mal voyantes.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise à l'assemblée que cet événement sera relayé au niveau national.

Monsieur PALACIN évoque la subvention à l'association de l'orgue Cavaillé-Coll de Luchon et indique qu'il n'a plus en tête la rentabilité de l'association qui justifie que la subvention soit aussi élevée.

Monsieur le maire répond qu'à la suite de la crise du COVID, cela a été très déficitaire bien sûr.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique qu'il y a, à peu près, douze représentations, entre mai et octobre, qui vont se dérouler sur Luchon.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il est imaginé quelque chose qui se rapproche avec Saint-Bertrand de Comminges ou pas du tout.

Monsieur le maire demande à monsieur PERUSSEAU (qui répond par l'affirmative) s'il pense au festival du Comminges.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit d'un festival indépendant.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY ajoute qu'à ce jour, il n'y a pas de lien entre les deux festivals.

Monsieur FERRE relève en indiquant qu'il n'y a plus de liens puisqu'il y en avait il y a quelques années. Le festival du Comminges se déroulait aussi à Luchon.

Monsieur le maire indique que le festival du Comminges a également des exigences financières et pour l'instant il n'y a pas de demande exprimée de la part du festival du Comminges pour un retour à Luchon.

Monsieur PALACIN indique qu'il n'en n'est pas certain.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise qu'il n'y a pas eu de demande.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il conviendrait, de manière générale, de regrouper les énergies.

Monsieur le maire répond que ce n'est pas aussi simple, il ne s'agit pas des mêmes programmations. Il précise que le festival du Comminges est parti de l'orgue et il migre davantage vers le gospel, le chant..., ce n'est pas vraiment l'esprit de l'association luchonnaise mais il peut y avoir des points communs.

Monsieur PALACIN prend la parole en qualité de conseiller régional et indique que si l'on regarde, à la maille régionale, à l'échelle de notre territoire, sur la saison, le ciblage de l'orgue et du festival du Comminges (en soulignant le niveau du festival du Comminges qui accueille des interprètes d'un niveau mondial), le festival du Comminges contribue à l'unité du territoire, il y a une très belle programmation.

Monsieur PALACIN émet le souhait qu'il puisse y avoir des rapprochements, une coordination, une synchronisation, car si l'argument est de dire qu'il faut un festival spécifique à l'orgue, qui se tienne uniquement à Luchon, l'argument lui semble un peu..... il estime qu'il faudrait que tout le monde travaille ensemble et que l'orgue de Luchon ne soit pas à part.

Monsieur PALACIN dit cela car il trouve que le festival du Comminges est une réussite remarquable.

Il indique qu'il pense qu'au niveau de la région, dans l'appréciation des demandes de subventions sur ce sujet-là, il sera porté une attention (en bon gestionnaire des deniers publics) afin de ne pas financer plusieurs fois la même chose ou, en tout cas, de ne pas financer des campagnes de communication qui vont viser le même public au même moment, il précise qu'il pense notamment au calendrier des représentations.

Monsieur PALACIN indique que le festival du Comminges avait plusieurs représentations à l'église de Luchon et au théâtre aussi qui étaient réussies. Il ajoute qu'il s'agit de la troisième subvention de la ville.

Monsieur le maire confirme.

Il demande aux élus s'ils ont des remarques complémentaires et propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2021 tel que présentée en annexe de la présente délibération.

Monsieur FOURCADET souhaite savoir s'il y a encore des représentations au fronton à Luchon.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond par l'affirmative.

Monsieur PALACIN précise qu'il y a des compétitions régionales.

Voir nationales indique madame DE FARCY DEPONTFARCY.

Monsieur PALACIN indique que les responsables des fédérations régionales et nationales sont très attachés au fronton de Luchon et y organisent très régulièrement des compétitions.

Monsieur le maire précise aux élus qu'un jeune luchonnais a un niveau national.

Monsieur FERRE indique que, comme le président du club local est aussi le président de la ligue, cela facilite les choses.

Monsieur FOURCADET évoque le document relatif aux animations.

Monsieur le maire souligne que monsieur FOURCADET fait référence au mois de juin et qu'apparemment, en juin, l'association n'a pas prévu de manifestation.

ATTRIBUTION D'UN SOUTIEN FINANCIER AFIN DE CONTRIBUER AUX FINANCEMENTS DES FRAIS DE MATERIEL ET DE DEPLACEMENT AUX SPORTIFS PERFORMANTS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021
Rapporteur : Mme DE FARCY DEPONTFARCY (Conseillère déléguée)

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique que la commune souhaite apporter un soutien financier aux sportifs performants.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique aux élus que des sportifs Luchonnais représentent haut les couleurs de Luchon lors de compétitions contribuant ainsi au rayonnement de l'image de Luchon sur le plan national et international dans des disciplines variées :

- Léo CARMONA : en parapente-volige dont l'objectif est de préparer le Championnat de France de Voltige ainsi que plusieurs manches de Coupe du Monde,

- Honorio Le FUR : Snowboarder en équipe de France de relève de snowboard freestyle avec un statut de sportif de haut niveau et scolarisé au lycée climatique de Font Romeu.
Il participe à la Coupe d'Europe et Coupe du Monde avec de nombreux déplacements.

- Lou SONCOURT : 2ème aux championnats du monde junior de snowboard et Luchonnaise.

Pour participer aux compétitions et dans la quête de la performance, ces athlètes ont des besoins en matériel notamment pour le renouveler et en frais de déplacement qui ne sont pas pris en charge par les Fédérations sportives.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'attribution d'une aide financière à hauteur de 1 500€ à ces trois athlètes de haut niveau pour l'année 2021.

En contrepartie, chacun des athlètes fera rayonner le logo de la ville de Luchon lors de ses manifestations sportives.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise aux élus qu'ils disposent des dossiers de sponsoring pour chacun des sportifs.

Monsieur PERUSSEAU demande s'il est possible d'avoir une démonstration.

Monsieur le maire interroge monsieur PERUSSEAU sur la nature de la démonstration, snowboard ?

Monsieur PERUSSEAU répond par l'affirmative lorsqu'il y a de la neige, pas en été.

Monsieur le maire demande aux élus de bien vouloir approuver l'attribution des soutiens financiers tel qu'exposé en séance aux trois jeunes sportifs luchonnais.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise, « de cœur ou de naissance ».

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'attribution d'une aide financière à hauteur de 1 500€ à ces trois athlètes de haut niveau pour l'année 2021.

Monsieur le maire rappelle aux élus que la commune reçoit actuellement une délégation des carabiniers de Monaco qui viennent en stage de cyclisme pour faire des cols de première catégorie.

Monsieur PALACIN s'absente de la salle à 19 h 57.

PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BAGNERES DE LUCHON A LA TOMBOLA DES CARABINIERS DU PRINCE DE MONACO AU PROFIT DE L'ASSOCIATION FIGHT AIDS MONACO

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire propose à l'assemblée qu'à l'occasion de la venue des carabiniers du Prince de Monaco, du 8 au 12 juin 2021, qui contribue au rayonnement du Territoire de Bagnères de Luchon, la Ville de Bagnères de Luchon participe à la tombola des carabiniers du Prince à hauteur de 150,00 € au

Cette association dispose d'un enregistrement en Préfecture et la Présidente est la princesse Stéphanie de Monaco.

Monsieur le maire précise que le premier prix de cette tombola est un week-end dans un palace monégasque, le second prix est un accès au festival du cirque de Monaco.

Madame CAU souhaite connaître l'objet de cette association.

Monsieur le maire répond que l'association participe à la réinsertion ou à l'insertion sociale des personnes atteintes du sida.

Monsieur le maire propose aux élus d'abonder à la tombola à hauteur de 150,00 euros.

Monsieur FERRE souhaite savoir dans quelle préfecture est enregistré le SIREN de l'association.

Monsieur le maire répond que l'association dispose bien d'un SIREN français mais il ne peut donner la préfecture.

Monsieur le maire indique que les vérifications ont bien été faites afin de pouvoir attribuer une subvention.

Monsieur le maire annonce aux élus, dans le cadre des relations entre Luchon et Monaco, que les 14 et 15 juin 2022, le prince Albert de Monaco sera reçu à Luchon à l'occasion de la commémoration des 100 ans du décès de son aïeul pyrénéiste qui était venu à Luchon.

Monsieur PALACIN rejoint sa place à 20 h 01.

Monsieur PERUSSEAU demande si la commune recevra également Stéphanie de Monaco.

Monsieur le maire indique que, pour l'instant, il n'a pas le détail mais il sait que le prince lui-même viendra.

Monsieur le maire propose aux élus de passer au vote de la participation pour la tombola organisée au profit de l'association qui aide les malades du sida.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la participation financière de la ville à la tombola des carabiniers du Prince de Monaco selon les modalités exposées en séance.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir si quelque chose est prévu pour la venue du prince Albert de Monaco, au musée ou ailleurs.

Monsieur le maire rappelle que c'est pour 2022.

Monsieur PERUSSEAU répond que cela se prépare.

Monsieur le maire indique qu'il est évident que, pour cet événement, qui s'inscrit dans des commémorations européennes, puisque l'arrière-grand-père du Prince Albert était un scientifique de l'époque qui avait beaucoup œuvré, il y aura une commémoration. C'est pour juin, juillet et août 2022, avec la Suisse, la Suède, Luchon pour la France, en tout neuf pays, qui participeront à cette commémoration. Il y a toute une muséographie qui sera mise en place, monsieur le maire indique que cela sera évoqué à nouveau.

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL AVEC L'ASSOCIATION « SLURP »

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que par délibération n° 2020 0136 du 14 septembre 2020, le conseil municipal l'a autorisé à signer une convention avec l'association « SLURP » convenant de représentations théâtrales pour la période d'octobre 2020 à avril 2021.

L'exécution de cette convention n'ayant pu être réalisée qu'en partie pour cause de fermeture du théâtre, conséquence de la crise sanitaire, monsieur le maire demande au conseil municipal d'approuver la nouvelle convention valorisant la culture par l'exploitation du théâtre de la ville, avec l'association « SLURP » pour l'organisation,

- De 14 pièces de théâtre,
- Du 1^{er} juillet 2021 au 30 mars 2022,
- Avec mise à disposition gracieuse du théâtre de la ville, de son personnel SSIAP, et de son personnel son et lumière.

Monsieur le maire souligne que sur les quatorze représentations prévues seules deux ont pu avoir lieu.

Monsieur le maire précise aux élus que cette convention ne sera pas renouvelée d'office, la future troupe devant répondre à une consultation par appel à projet.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent de la convention en séance sur laquelle figurent les dates des programmations de juillet 2021 à mars 2022.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- D'approuver la convention jointe à la présente délibération avec l'association « SLURP » et telle que présentée en séance.
- De l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la convention jointe à la présente délibération avec l'association « SLURP » telle que présentée en séance.
- Autorise monsieur le maire à la signer.

APPEL A PROJET POUR LA GESTION DE LA SALLE DE MUSCULATION SALLE « CLEMENT ADER »

Rapporteur : Mme DE FARCY DEPONTFARCY

Madame DE FARCY DEPONTFARCY informe l'assemblée du lancement d'une mise en concurrence ayant pour objet la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public permettant la gestion de la salle de musculation Clément Ader.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise que la commune recherche une association pour reprendre la gestion de la salle de musculation, elle précise que le matériel de musculation serait laissé au repreneur.

A l'heure actuelle la salle est fermée car il n'y a pas de convention signée et personne n'est positionné sur le projet.

La commune de Bagnères de Luchon recherche un gestionnaire de salle de sport à vocation musculation afin de s'inscrire dans la dynamique impulsée par la municipalité mais aussi de répondre aux besoins des usagers.

En effet, La ville de Luchon conduit une politique qui vise à favoriser la pratique sportive sur son territoire.

Cela repose avant tout sur l'existence d'équipements sportifs de qualité, accessible au plus grand nombre et remplissant les conditions d'hygiène et de sécurité.

Parmi l'offre de pratique sportive, la musculation répond à un triple objectif :

- Améliorer la condition physique des pratiquants, des licenciés des clubs, des professionnels des métiers du sport car la musculation est la base de tout entraînement sportif.
- Améliorer la santé des citoyens afin de réduire les risques d'accidents cardiaques. En effet, une activité physique régulière permet de maintenir son capital musculaire, aide à prévenir les maladies articulaires, les accidents cardio-vasculaires, les chutes mais aussi à se sentir détendu et améliore la qualité de son sommeil.
- Favoriser l'accès à la salle de musculation aux clubs sportifs luchonnais pour la préparation physique de leurs licenciés.

La salle de musculation, initialement aménagée dans les locaux des Thermes était gérée par Luchon Forme et Bien Être.

La municipalité a procédé début septembre 2020 au déménagement de cette salle en la transférant à la salle Clément Ader à proximité de l'aérodrome plus facile d'accès pour les usagers. L'ensemble des appareils de musculation est mis à disposition du futur gestionnaire.

Une convention de mise à disposition précaire et temporaire sera envisagée pour une durée d'un an renouvelable deux fois. Chaque année, la salle de musculation sera fermée une semaine pour permettre la réalisation des courses hippiques à proximité.

Dans ce cadre, il convient de recruter le futur gestionnaire qui devra remplir les conditions suivantes :

- Être diplômé d'un Brevet d'Etat des Métiers de La Forme/DEUG, Licence UFRSTAPS, Entraînement sportif spécialisation musculation/BPJEPS AGFF (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport – Activités Gymniques de la Forme et de la Force, statut juridique).

- Présenter un projet de gestion intégrant les objectifs définis ci-dessus afin d'assurer l'accueil et le suivi personnalisé de chaque utilisateur dans les meilleures conditions de sécurité et faciliter l'accès à la salle au plus grand nombre.
- Proposer un planning d'ouverture de la salle sur la base minimum de 35h00 d'ouverture par semaine,
- Présenter un modèle économique de gestion notamment en définissant les tarifs des prestations proposées diversifiées, à la séance, à la semaine, pour trois semaines, au mois, à l'année sur la base de 60 adhérents, 90 adhérents et 120 adhérents.

La réouverture de la salle de musculation est prévue le 1^{er} juillet prochain si les conditions sanitaires le permettent.

Monsieur PERUSSEAU demande si cela signifie que si l'on ne trouve pas quelqu'un, la salle fermera.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'elle est à ce jour fermée, la réouverture aurait pu avoir lieu.

Madame CAU souhaite savoir si cela concerne juste les associations ou s'il est possible qu'un particulier se propose.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'un particulier peut se proposer également. Elle précise qu'il y a un cadre légal de reprise.

Monsieur le maire rappelle aux élus que c'est un appel à projet.

Monsieur PERUSSEAU demande si on a une idée de la fréquentation de la salle.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique qu'elle ne dispose pas, en séance, des chiffres.

Monsieur PERUSSEAU demande si les gens ont suivi à l'occasion du transfert de la salle depuis les thermes vers la salle Clément Ader.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond par l'affirmative considérant le peu de temps qu'elle est restée ouverte entre le déménagement et la crise sanitaire.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'un repreneur va poser cette question.

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver l'appel à projet selon les modalités exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'appel à projet tel qu'exposé en séance.

Monsieur le maire précise à l'assemblée que la délibération suivante concerne également le sport et demande à madame DE FARCY DEPONTFARCY de la résumer, ce qu'elle fait en exposant les grandes lignes de la convention.

CONVENTION POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA NATATION

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que le bassin d'apprentissage de Chambert ouvre au public à partir du 1^{er} juillet prochain.

Pour répondre à la demande des usagers qui souhaitent bénéficier de leçons de natation, il est proposé aux 3 Maîtres-Nageurs du site, en complément de l'offre municipale, de pouvoir assurer ce service en dehors de la présence du public afin de ne pas créer de gênes aux usagers, réduire l'espace de fréquentation public et pouvoir donner des leçons sur une installation calme.

A cet effet, les Maîtres-nageurs du site titulaires du BEESAN ou équivalent pourraient être autorisés à utiliser le domaine public « Piscine Chambert » en dehors des heures de travail pour assurer ce service

du lundi au vendredi du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021 de 18h00 à 20h00 selon les conditions définies dans le projet de convention joint à la délibération, moyennant une redevance forfaitaire de 150 €.

Monsieur FOURCADET demande s'il est bien sûr que les maîtres-nageurs le feront en dehors des heures de surveillance.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond « bien évidemment ».

Monsieur FOURCADET précise qu'il a été amené à mettre en garde à vue un maire qui avait laissé donner des leçons de natation alors que les maîtres-nageurs devaient surveiller la piscine.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY répond qu'il sera porté attention à cela.

Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit d'élargir l'offre au public étant donné les moyens limités dont la commune dispose en terme de piscine actuellement.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- D'approuver les conditions de la mise à disposition du petit Bassin Chambert aux maitres-nageurs, aux conditions ci-avant exposées,
- De l'autoriser à signer la convention avec chacun des 3 Maitres-Nageurs salariés de la commune affectés à l'apprentissage de la natation au petit bassin Chambert.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve les conditions de la mise à disposition du petit Bassin Chambert aux maitres-nageurs, aux conditions exposées en séance,
- Autorise monsieur le maire à signer la convention avec chacun des 3 Maitres-Nageurs salariés de la commune affectés à l'apprentissage de la natation au petit bassin Chambert.

Monsieur FOURCADET souhaite connaître la profondeur du bassin.

Madame DE FARCY DEPONTFARCY indique qu'il s'agit du petit bassin de Chambert.

CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA CHAMBRE FUNERERE CADASTREE AD 259 ET AD 262 A LA COMMUNAUTE DES COMMUNES PYRENEES HAUT-GARONNAISES (CCPHG), APPARTENANT A LA COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'une convention en date du 10 février 2010, concernant la mise à disposition des biens « funérarium » a été établie entre la commune de Bagnères de Luchon et la communauté des communes du pays de Luchon.

Lors de la fusion des communautés, la compétence a été transférée à la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises (CCPHG).

La CCPHG va rénover complètement la chambre funéraire, et, créer un magasin, actuellement situé aux ateliers municipaux.

Afin de finaliser et de faciliter ce projet, nécessaire au bon fonctionnement des Services des pompes funèbres, il est proposé de céder à l'euro symbolique à la CCPHG, le funérarium situé Boulevard Charles de Gaulle et 1 Avenue Alexandre Dumas, cadastré section AD n° 259 d'une superficie de 220 m² et section AD n° 262 d'une superficie de 5 m².

Madame DE FARCY DEPONTFARCY précise qu'il s'agit d'avoir une meilleure offre pour les familles des défunts, dans un lieu agréable.

Monsieur FOURCADET demande pourquoi il est proposé une cession.

Monsieur le maire indique que c'est parce que la communauté de communes prend à sa charge la totalité des investissements et des travaux.

Monsieur FERRE précise qu'ils sont importants.

Monsieur le maire relève également l'importance des travaux en précisant à monsieur FOURCADET que l'état actuel des bâtiments nécessite vraiment beaucoup de travaux.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la cession à l'euro symbolique du funérarium situé Boulevard Charles de Gaulle et 1 Avenue Alexandre Dumas, au profit de la Communauté des Communes Pyrénées Haut Garonnaises.

- Donne pouvoir à monsieur le maire pour signer l'acte de vente qui sera rédigé par Maître Thierry GELY, Notaire de la commune ainsi que toutes les pièces nécessaires.

Monsieur le maire donne la parole à monsieur Claude LACOMBE pour la présentation du projet de rénovation de la piscine Alban Rougé.

Monsieur LACOMBE indique que tout le monde connaît le sujet des piscines à Luchon. Il rappelle qu'on a actuellement deux piscines qui ne fonctionnent pas, la piscine au sein du bâtiment Chambert et la piscine extérieure Alban Rougé.

Pour redonner une offre de baignade aux luchonnais, aux touristes et aux personnes qui viennent sur Luchon, il a été décidé de partir sur l'idée de rénover le site Alban Rougé pour plusieurs raisons.

Notamment car c'est un site assez exceptionnel, il aurait été très dommage de l'abandonner.

Une de ses caractéristiques c'est qu'il est en grande partie en zones rouge et violette c'est-à-dire inondables, on ne peut pas réaffecter cet endroit à une autre construction, cela serait interdit. On ne change pas la destination de l'objet et on le refait, globalement, à l'identique de ce qu'il est, pour avoir les autorisations.

Monsieur LACOMBE indique aux élus qu'ils disposent des plans du projet en séance.

Il indique que ce qu'il est proposé de faire, schématiquement, est de démolir le bassin existant, le remplacer par la même volumétrie de bassin avec un bassin d'une longueur de 25 mètres qui sera un bassin homologué avec une profondeur de 1,30 mètre à 2 mètres et un deuxième bassin à côté à vocation plus ludique qui fera 19,50 mètres de longueur avec la largeur initiale de 12,50 mètres.

Autour de ces bassins, des plages aménagées seront créées car la configuration actuelle avec les plages en herbe qui arrivent au bord des bassins sont très agréables mais ne sont pas légales au niveau de l'hygiène pour le fonctionnement.

Dès l'instant où l'on recrée des bassins, on recrée des plages autour qui sont homologuées.

Monsieur LACOMBE indique à l'assemblée que dans la démolition vient également s'inscrire la démolition du local technique qui est en fond de parcelle et qui est dans la zone la plus inondable.

Il convient également de le démolir car il est totalement obsolète.

Le nouveau local technique sera construit à côté du bâtiment « vestiaire » donc dans la partie haute du terrain.

Le bâtiment vestiaire va être, lui, remis à niveau en recalibrant les vestiaires, les sanitaires, en définissant une zone pour le personnel, une zone pour les scolaires, l'ensemble est retravaillé de manière architecturale.

Il sera créé une liaison, pour les personnes en situation de handicap, entre le bâtiment « vestiaire » et les bassins, ce qui est également obligatoire.

Monsieur LACOMBE indique qu'une étude a été lancée avec un cabinet, les plans dont disposent les élus sont issus de cette étude.

Une estimation globale du projet a également été faite par ce cabinet, monsieur LACOMBE indique qu'il s'agit d'un projet d'envergure puisque la version de base présentée est estimée (monsieur LACOMBE insiste sur le fait qu'il s'agit d'une estimation) à 2.663.000,00 euros HT de travaux.

Monsieur LACOMBE précise à l'assemblée qu'il a été demandé l'ajout d'un certain nombre d'options.

Les options retenues sont les suivantes :

- *Eclairage et sonorisation de plages pour éventuellement créer de l'événementiel dans l'avenir autour de la piscine.*
- *Des automatisations de lavage de filtres ont été rajoutées sur les bassins qui suppriment une partie de main d'œuvre.*
- *Equipement de mise à l'eau des personnes en situation de handicap.*
- *Couverture des bassins par des volets électriques.*

Monsieur LACOMBE précise que la même démarche a été retenue pour le petit bassin.

Monsieur LACOMBE indique que la pataugeoire qui est actuellement obsolète est également recrée.

En option, un « slash pad » qui est une sorte de jeu a été chiffré.

Monsieur LACOMBE conclut sa présentation en indiquant que le but de la délibération est d'autoriser la poursuite et l'avancement des travaux sachant que l'objectif est de pouvoir ouvrir cette piscine en juillet 2022.

Monsieur LACOMBE rappelle que le stade actuel est celui des études, il souligne que monsieur FOURCADET évoquait précédemment en séance la date de début des travaux.

Monsieur LACOMBE précise que les travaux pourraient commencer au 1^{er} septembre 2021, pour une livraison au 30 juin 2022.

PRESENTATION DU PROJET DE REHABILITATION DE LA PISCINE ALBAN ROUGE

Rapporteur : M. LACOMBE (3^{ème} Adjoint au maire)

Monsieur LACOMBE rappelle aux élus que La ville de Luchon a deux piscines, toutes deux vétustes et désaffectées car elles présentaient des fuites trop importantes.

La piscine d'hiver est située dans le pavillon Chambert des Thermes.

La piscine Alban Rougé se trouve dans le domaine de la Réserve de la Pique sur la commune de Saint-Mamet et date des années 30.

Sur la base de scénarios accompagnés d'estimation de coûts d'investissement et de fonctionnement (par une assisant à maitrise d'ouvrage et complété par un travail des services), la municipalité a retenu une temporalité de projets en deux étapes :

- Lancement de la rénovation de la piscine A. Rougé pour une ouverture en 2022 Motivation :
 - o Site remarquable avec vue sur le Vénasque.
 - o Site en zones inondables, violette et rouge dans le PPRN, ne pouvant être utilisé à d'autres fins.
- Construction ou rénovation dans un second temps d'un bassin couvert.

Le projet présenté ci-après concerne la piscine A. Rougé, jusqu'à présent constituée de trois bassins :

- Deux bassins de loisir d'environ 800 m² de profondeur allant de 80 cm à 3,50m.
- Une pataugeoire d'environ 90 m².

Le programme de la réhabilitation est le suivant :

- Réhabilitation de l'intégralité du bâtiment des vestiaires avec réorganisation de l'intérieur.

- Réaménagement qualitatif des plages et circulations extérieures.
- Réhabilitation des bassins et ajouts d'équipements de loisirs :
 - o Un bassin de nage de 25 m de longueur par 12.50 m de large (5 couloirs de nage) avec profondeur progressive de 1.30 m à 2 m aux normes de la Fédération Française de Natation pour une homologation de niveau départemental.
 - o Un bassin de loisir et d'apprentissage 10 m par 12.5m dans la continuité du premier.
 - o Une pataugeoire

En option :

- o Eclairage et sonorisation des plages o Bassin 25/12.5 :
 - ☐ Automatisation du lavage des filtres
 - ☐ Eclairage subaquatique
 - ☐ Equipement mise à l'eau PMR
 - ☐ Couverture à enrouleur électrique o Bassin 10/12.5
 - ☐ Eclairage subaquatique
 - ☐ Couverture à enrouleur électrique o Splashpad

Le montant de ce projet est estimé à :

- Offre de base : 2 663 000 €.
- Options : 506 500 €.

Dans l'attente des résultats des consultations des financeurs, monsieur LACOMBE demande à l'assemblée délibérante :

- D'approuver cette opération.
- D'autoriser monsieur le maire à déposer des dossiers de demande de subventions auprès de l'Etat, de la Région, du Département, du CNDS, de la fédération Française de Natation, etc...
- De préciser que le marché public sera lancé sur l'offre de base à 2 663 000€ et 506 500€ d'options, mais ne sera attribué qu'après délibération fixant le plan de financement du projet.

Monsieur FOURCADET demande si, par rapport au projet présenté, il y a moyen de sectionner les travaux en faisant par exemple d'abord les bassins si l'on ne dispose pas des financements dans l'année. Monsieur LACOMBE précise que les demandes de financement ont été lancées en parallèle évidemment. Il y a des choses qui sont sectionnables, c'est pour cela qu'il a été choisi de travailler par options, c'est-à-dire qu'il y a une base et puis, en fonction de la réalité des chiffres après consultation et des financements obtenus, il sera fait un choix dans les options.

Il y a des choses qui sont intégrables après coup et il y a des choses, comme par exemple, l'éclairage, si on ne le fait pas maintenant, on ne le fera plus.

Monsieur FOURCADET suggère de réaliser les vestiaires plus tard.

Monsieur LACOMBE répond par la négative car les vestiaires, tels qu'ils sont configurés actuellement, ne pourraient fonctionner avec la piscine telle qu'elle est prévue, il n'y a pas les capacités ni les normes

pour les personnes handicapées...., c'est un tout. Monsieur LACOMBE précise qu'après il sera possible de jouer sur les options.

Monsieur FERRE pose une question au sujet des accès, il souhaite savoir comment ils sont prévus, il ne parvient pas à le voir sur le plan.

Monsieur LACOMBE indique qu'effectivement le plan est un peu petit, il invite monsieur FERRE à consulter un autre plan mis à disposition et lui montre le cheminement en précisant qu'il s'agit d'une allée en continu.

Monsieur PERUSSEAU souhaite savoir ce que signifie que les abords de la piscine en herbe seront remplacés par une plage.

Monsieur LACOMBE répond que ce n'est pas en totalité, il rappelle que la configuration actuelle est ce qu'elle est car à l'époque la législation l'autorisait, aujourd'hui c'est totalement interdit.

Ce qui est symbolisé sur le plan c'est le bassin et des plages autour (qui seront d'environ deux mètres) toutefois les talus enherbés resteront simplement, ils seront remis en partie basse pour qu'on ai ces plages qui seront avec des dalles amovibles qui permettront d'accéder à la piscine en sécurité d'hygiène.

Il est interdit de marcher dans l'herbe et sauter dans la piscine directement.

Monsieur PERUSSEAU indique à nouveau que ce n'est pas seulement de l'herbe.

Monsieur LACOMBE confirme mais l'idée est de garder les talus qui sont très sympathiques en revanche il faut faire la transition entre la partie naturelle et le bassin.

Monsieur FERRE revient sur l'accès, Il se pose la question de la déclivité car il y a aujourd'hui des pentes qui sont largement supérieur aux 5 %.

Monsieur LACOMBE répond que justement, dans le projet, elle a été calculée à 5 %, c'est pour cela qu'elle est très longue.

Elle part du haut (devant le vestiaire) et elle va descendre jusqu'au milieu du grand bassin car pour avoir les 5 % il faut travailler sur cette longueur-là.

Monsieur FERRE demande s'il va y avoir une rampe.

Monsieur LACOMBE confirme, une rampe continue depuis le vestiaire jusqu'au bassin et arrivé au bassin, il y aura l'équipement complémentaire « Personne à Mobilité Réduite » (PMR), pour l'accès dans l'eau des gens.

Monsieur PERUSSEAU demande si, pour la partie où il y a le terrain de volley, quelque chose est prévu.

Monsieur LACOMBE répond que pour l'instant le kiosque et le terrain de volley ont été conservés tels qu'ils sont en place. Il précise que le périmètre d'intervention est celui qui est matérialisé en vert sur le plan.

Monsieur PERUSSEAU demande si le kiosque va être refait ou pas.

Monsieur LACOMBE indique que pour l'instant ce n'est pas dans le projet.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'il lui semble que de mémoire, il y avait eu des soucis au niveau du kiosque pour des raisons sanitaires et également de normes sanitaires.

Monsieur LACOMBE précise qu'il y a également un problème au niveau du toit.

Monsieur PALACIN remercie monsieur LACOMBE pour la présentation du projet.

Monsieur PALACIN indique qu'il souhaite poser des questions sur les dimensions, il évoque la dimension de la patageoire en m2.

Monsieur LACOMBE précise qu'il y a deux chiffres à prendre « avec des pincettes » dans la délibération, c'est les 800 m2 et les 80 m2, il s'agit des surfaces globales qui ne correspondent pas aux surfaces des bassins.

Monsieur PALACIN demande si cela correspond aux dimensions des bassins et des abords.

Monsieur LACOMBE répond par l'affirmative.

Monsieur PALACIN souhaite savoir pourquoi le projet prévoit de supprimer le plongoir et de réduire la profondeur et la longueur du bassin.

Monsieur LACOMBE explique que la longueur du bassin n'est pas réduite, on reste dans la volumétrie actuelle qui fait 45 mètres de long simplement la volonté était de faire un bassin homologué à 25 mètres, d'avoir une zone centrale qui est plus large qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Actuellement, il y a ce muret central dans la piscine qui fait à peu près 1 mètre de large et qui n'a pas forcément de fonction. Dans le projet, cette zone est élargie de façon à en faire une zone qui permettra à la fois de stocker du matériel pour les bassins dans la journée et pour les MNS sera une zone de sécurité.

Les enfants qui seront dans le petit bassin ludique à côté auront 3 ou 4 mètres à franchir pour sauter de l'autre côté avec, entre les deux une surveillance, c'est pour ces raisons que cela a été défini de la sorte.

Concernant les profondeurs, elles ont été définies avec le bureau d'étude en fonction de l'utilisation. Pour obtenir l'homologation des 25 mètres, il fallait une profondeur de 1,30 mètre à 2 mètres.

Le petit bassin ludique est lui d'une profondeur de 0,80 mètre à 1,20 mètre, c'est ce qui a été aussi calibré avec des spécialistes pour l'utilisation par les enfants et les familles.

Monsieur PALACIN dit que le bassin pour les nageurs va donc être plus petit.

Monsieur LACOMBE répond par l'affirmative, on passe à 25 mètres.

Monsieur PALACIN indique que c'est un peu dommage et revient sur la destruction du plongoir.

Il évoque la profondeur de 4 mètres qu'il suppose être dans l'objectif de mettre moins d'eau mais pourquoi détruire le plongoir.

Monsieur LACOMBE indique que c'est parce que la piscine aura plus une vocation entre guillemets « sportive », ce bassin sera homologué départemental. Si on prévoyait d'avoir un plongoir cela nécessiterait d'avoir une sur-profondeur, une fosse.

Monsieur PALACIN précise, 4 mètres.

Monsieur PERUSSEAU intervient en indiquant que les gamins passent leur temps à sauter depuis le plongoir.

Monsieur FERRE indique qu'il y a eu un gros souci il y a quelques années avec une gamine qui a reçu un adolescent sur le dos et ça a été une affaire quand même assez délicate.

Monsieur PERUSSEAU indique qu'alors les enfants vont plonger un peu n'importe où.

Madame CAU précise : « sauter ».

Monsieur FOURCADET indique que c'est moins dangereux.

Monsieur PALACIN demande si le bureau a proposé des scénarios.

Monsieur LACOMBE répond que dans les scénarios proposés il y avait celui-là et celui de garder la fosse mais comme la vocation était plus un bassin de natation (au-delà de l'aspect « touristes », été, etc....) le choix est resté sur la profondeur à 2 mètres avec cette vocation de bassin homologué compétitions départementales, c'est cette option là qui a conduit à ce projet, effectivement il est possible de discuter.

Monsieur PALACIN demande ce qu'il y a comme marge de discussion, qu'est ce qu'il est demandé ? De voter sur un projet définitif ?

L'échéance est très rapprochée, 2022, comment va-t-il être procédé pour faire les ajustements ?

Monsieur LACOMBE répond que sachant que ce projet est une première étape puisqu'il reste à définir le bassin couvert sur lequel il va falloir travailler puisque là on est sur un bassin été. L'idée est de revenir à deux piscines est d'avoir un bassin couvert toutes saisons, peut-être que le sujet du plongoir et de la fosse se posera sur ce deuxième bassin, il reste à définir.

Monsieur PALACIN demande, pour le futur bassin couvert (par déduction utilisable en toutes saisons), s'il ne serait pas plus adapté qu'il soit homologué départemental et que sur l'autre on garde le

plongeoir, les 4 mètres, qu'on prévoit des règles de sécurité pour que les enfants ne plongent pas les uns sur les autres.

Monsieur PALACIN indique qu'il insiste un peu, il précise qu'il y a le sentiment que la piscine devient plus petite.

Monsieur LACOMBE rappelle que le projet est issu de la réflexion que le plongeoir est enlevé pour en faire un bassin de 25 mètres homologué pour des compétitions et aussi à vocation touristique et le choix d'avoir un plongeoir a été plutôt réservé à un bassin quatre saisons. Monsieur LACOMBE souligne qu'effectivement les avis peuvent être partagés.

Monsieur FOURCADET demande si, à Saint-Gaudens, le plongeoir a été supprimé car la piscine a été réaménagée.

Monsieur LACOMBE répond qu'il ne sait pas.

Monsieur PALACIN indique que ce n'est pas la même vocation entre Saint-Gaudens et Luchon.

Il rappelle qu'en été, l'ancienne piscine qui était grande était très remplie, il y avait beaucoup de monde.

Monsieur LACOMBE répond qu'à 2 mètres près on a la même surface d'eau mais répartie différemment, les deux bassins ne sont pas identifiés de la même manière. Avant il y avait un bassin de 33 et un bassin en gros de 10 ou 11 mètres, là on est sur un bassin de 25 et un de 19 avec une zone d'apprentissage et une zone ludique sur la partie arrondie.

Monsieur PALACIN évoque l'hypothèse du bassin nordique.

Monsieur LACOMBE répond qu'elle n'a pas été retenue dans ce projet là pour une raison technique. Un bassin nordique – par définition extérieur – nécessite un canal pour assurer la liaison au bassin intérieur et il n'y avait pas de liaison possible avec quoi que ce soit. C'est pour cela que si bassin nordique il doit y avoir un jour, ce ne peut être sur cette configuration-là. En clair, soit on refaisait le site Alban Rougé quasiment à l'identique en modifiant effectivement la longueur des bassins mais on ne pouvait pas avoir de bassin couvert et de bassin nordique pour des raisons techniques soit on abandonnait le site.

Monsieur PALACIN indique que le projet dans l'ensemble est intéressant parce qu'il respecte le site remarquable, ce sera toujours une piscine estivale...

Monsieur FOURCADET fait remarquer qu'il y a un problème de zone en demandant confirmation de la situation en zone rouge.

Monsieur LACOMBE confirme.

Monsieur PALACIN reprend en indiquant qu'à 80 % du plan c'est une zone violette et que par définition, même si c'est difficile, on peut sans doute faire des négociations, ce n'est pas rouge.

Monsieur PALACIN souhaite savoir quel est le retour de l'Etat sur ce projet.

Monsieur LACOMBE répond qu'il y a le même sujet sur un autre dossier sur lequel un travail a été mené il s'agit des abattoirs qui sont en zone violette et la réponse, lorsque la question a été posée d'en faire quelque chose, a été négative, c'est une censure absolue en zone violette (monsieur LACOMBE parle sous le contrôle de monsieur le maire), il est hors de question d'amener des populations supplémentaires et d'y faire quoi que ce soit, on ne peut rien en faire.

Monsieur PALACIN indique que, de mémoire, sur la zone des abattoirs, on sait qu'il y a eu des demandes d'installation d'entreprises, d'activités associatives qui sont des activités sensiblement différentes de celles d'une piscine. Pour une piscine, ce qui est en dur pour le passage des personnes est relativement bref et il pensait que les piscines avaient été citées comme un type d'aménagements qui pouvaient être faits en zone violette.

Monsieur PALACIN précise qu'il sait que c'est dur sur le bâtiment des abattoirs qu'on a tous à cœur de faire évoluer mais qu'il lui semblait que dans le domaine des piscines, il y avait plus de marge de négociation.

Monsieur PALACIN souhaite savoir comment va se faire l'arbitrage final sur le projet.

Monsieur LACOMBE demande s'il veut parler par exemple de la longueur du bassin.

Monsieur PALACIN confirme.

Monsieur LACOMBE indique que l'on peut « tout faire », diminuer le bassin, le bassin ludique et allonger le bassin en le ramenant à 33 mètres, on peut tout imaginer mais qu'est-ce que cela va apporter de plus ? Monsieur LACOMBE indique qu'il ne sait pas.

Monsieur FOURCADET demande s'il n'y a pas une subvention de la Fédération Française de Natation (FFN).

Monsieur LACOMBE répond par l'affirmative en indiquant qu'il y a plusieurs subventions, notamment celle-là.

Monsieur FERRE intervient pour répondre à monsieur PALACIN en indiquant un facteur aggravant qui a été mis en avant avec les inondations de 2013, c'est un site qui est très très surveillé.

Monsieur FERRE profite de l'occasion, puisque les piscines sont évoquées, pour revenir sur une annonce de monsieur le maire concernant la mise en place d'une piscine provisoire cet été, de mémoire au mois de décembre. Monsieur FERRE a constaté qu'il n'en serait rien, il souhaite savoir si un appel d'offres avait été lancé.

Monsieur le maire répond, oui bien sûr. Il indique que deux réponses ont été reçues dont une incomplète et une qui n'a pas satisfait.

Monsieur FERRE indique qu'il est normal qu'il y ait peu de réponses car il y a très peu de prestataires, il souhaite savoir si le prestataire qui été venu précédemment a candidaté.

Monsieur LACOMBE rappelle qu'il y a eu deux offres, un prestataire qui n'était pas dans les « clous » et qui n'avait pas les capacités et l'autre prestataire était celui qui été venu l'année précédente, la collectivité n'a pas suivi car le budget était de plus de 300.000 euros avec des contraintes possibles en termes de COVID, qui n'étaient pas trop définies, avec les fréquentations incertaines etc...

Monsieur le maire évoque également les frais de fonctionnement.

Monsieur LACOMBE indique que les 300.000 euros correspondent au coût du prestataire, il fallait ajouter effectivement les frais de fonctionnement derrière, c'est ce qui a conduit à ne pas poursuivre au-delà de l'appel d'offres.

Le conseil municipal, après délibération, par 15 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. SUBERCAZE, M. PALACIN, Mme CAU et M. FERRE),

- Approuve l'opération telle qu'exposée en séance.
- Autorise monsieur le maire à déposer des dossiers de demande de subventions auprès de l'Etat, de la Région, du Département, du CNDS, de la fédération Française de Natation, etc...
- Précise que le marché public sera lancé sur l'offre de base à 2 663 000€ et 506 500€ d'options, mais ne sera attribué qu'après délibération fixant le plan de financement du projet.

Monsieur le maire indique que la délibération suivante concerne le lycée du bois à Montauban de Luchon.

AVIS SUR LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE SPL ARAC OCCITANIE AU TITRE DE LA REGLEMENTATION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) DANS LE CADRE DE LA REGULARISATION DES INSTALLATIONS DU LYCEE PROFESSIONNEL DES METIERS DU BOIS SITUEE A MONTAUBAN DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal :

La société SPL ARAC OCCITANIE a déposé un dossier en vue d'obtenir, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'enregistrement de la régularisation de ses installations du Lycée Professionnel des Métiers du Bois située à Montauban de Luchon.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement, le conseil municipal de la commune de Bagnères de Luchon, qui est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation, est appelé à formuler un avis sur ce dossier.

Monsieur FERRE s'absente de la salle à 20 h 35.

Monsieur PALACIN évoque les équipements du lycée du bois, l'importance des constructions en bois et la formation des jeunes pour qu'ils travaillent dans ce domaine.

Monsieur PALACIN indique qu'il y a également une chaufferie bois et il se demande si ce n'est pas cela qui justifie l'évolution.

Monsieur LERAY indique que c'est le silo des sciures qui présente des risques d'explosion.

Monsieur PALACIN indique qu'il y a des installations sur toutes les facettes de l'utilisation du bois qui sont très intéressantes, monsieur PALACIN ajoute que la région souhaite investir dans ce lycée.

Il précise qu'il y a peu d'élèves qui viennent en scierie, il y en a plus en menuiserie mais il y a des personnes qui viennent d'un peu toute la France, de tous les territoires où la filière bois est importante.

Monsieur PALACIN indique que des enfants de Brive ou du massif central viennent se former à Luchon.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'il s'agit donc que le lycée du bois reste dans le cadre de la réglementation en régularisant sa situation.

Monsieur FERRE reprend sa place en séance.

Considérant que cette demande est dans le cadre de la régularisation des installations du Lycée Professionnel des Métiers du Bois,

Monsieur le Maire propose aux élus de donner un avis favorable à l'enregistrement de la régularisation des installations du Lycée Professionnel des Métiers du Bois située à Montauban de Luchon.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, donne un avis favorable à l'enregistrement de la régularisation des installations du Lycée Professionnel des Métiers du Bois située à Montauban de Luchon.

*Monsieur le maire indique que pour la délibération suivante, il s'agit d'une délibération de principe afin de corriger une erreur de forme sur pièce annexe sur une délibération prise en séance précédente concernant une erreur de dénomination dans l'intitulé de la SCI. Il s'agit de rectifier le document exactement par rapport à la réalité suite à des indications qui étaient erronées dans le statut.
Monsieur le maire précise que cela ne change rien au fond de l'affaire.*

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL, SCI BELFORT SOLFERINO : CORRECTION D'ERREUR DE FORME SUR
PIECE ANNEXE**

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que par délibération du 03 MAI 2021 n° DEL20210024 le conseil municipal :

- Approuvait le protocole d'accord transactionnel à conclure entre la SCI BELFORT SOLFERINO, monsieur Thierry SENTOUS et la Commune de BAGNERES DE LUCHON tel qu'exposé en séance, - approuvait le versement de la somme forfaitaire et définitive versée pour solde de tous comptes et de tous litiges, nés ou à naître,
- Autorisait monsieur le maire à signer ledit protocole d'accord transactionnel. Le protocole d'accord transactionnel étant joint à ladite délibération.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'une erreur de forme n'a pas permis de signer ledit protocole,

1) la SCI BELFORT SOLFERINO :

- Dénommée dans la pièce annexe :

« société civile immobilière au capital de 5300,00€ immatriculée au RCS de Marseille sous le n°448 170 845, ayant un siège social 79, rue du Docteur Jean Fiolle à 13 006 Marseille, représentée par son gérant en exercice, en la personne de Monsieur Jean-Louis FERAUD, domicilié à la même adresse. »

- Aurait dû être dénommée :

« société civile immobilière au capital de 5300,00€ représentée par son gérant en exercice, depuis le 1^{er} mars 2021, en la personne de Monsieur Alain QUIOT, domicilié bas de village – 31 110 Saint Aventin. »

Monsieur FERRE fait remarquer qu'il a lu le compte-rendu du conseil municipal précédent et il tient à préciser que les frais d'avocat qui ont été énoncés ne correspondent pas.

Monsieur le maire répond que ce sera donc revu.

Monsieur FERRE indique qu'en février 2020, une lettre d'avocate avait été publiée et rappelait exactement les frais.

Monsieur le maire indique qu'il sera refait le compte si monsieur FERRE le souhaite mais dans les livres, il apparaît le chiffre cité.

Monsieur le maire propose au conseil municipal de bien vouloir accepter :

- La correction de cette erreur de forme sur la pièce annexe « protocole d'accord transactionnel ».
- L'autoriser, à cette condition, à signer le protocole transactionnel dûment corrigé, joint à la présente délibération.

Le conseil municipal, après délibération, par 17 voix pour, 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE) et 0 abstentions,

- Approuve la correction de l'erreur de forme sur la pièce annexe « protocole d'accord transactionnel ».
- Autorise monsieur le maire, à cette condition, à signer le protocole transactionnel dûment corrigé, joint à la présente délibération.

Monsieur le maire indique que le dernier point de l'ordre du jour est une information sur les activités estivales proposées par la ville de Luchon. Il indique qu'un programme riche et diversifié et adapté à tous les âges est prévu dans les domaines culturel, sportif d'animation et de loisirs.

Monsieur le maire précise que l'ensemble des services municipaux est mobilisé pour proposer des moments festifs axés sur le partage et la convivialité, des initiations aux activités sportives, des concerts, l'accueil à Luchon de manifestations de niveau national.

Les associations se sont aussi fortement investies pour parvenir à offrir une offre de territoire.

Monsieur le maire précise que le budget alloué à ces animations s'élève à 11 500 euros pour le sport et 122 130 euros pour les animations culturelles et festives, hors frais de personnel et coûts internes.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il a une deuxième information à leur donner qui date du matin même, monsieur LACOMBE et lui-même ont reçu les représentants du bureau d'études pour la recherche d'eau minérale.

Il rappelle que la première campagne de forage a été un échec.

Monsieur le maire précise qu'une deuxième campagne de forage va être lancée à la fin de l'automne sur des bases techniques améliorées et la probabilité de trouver une source d'eau minérale sur le site de Pradelles est bien supérieure.

Monsieur le maire indique qu'il y a toujours grand espoir de trouver à nouveau de l'eau minérale à Luchon.

La bonne nouvelle est que la société intermarché est beaucoup moins stricte sur les délais de découverte et d'exploitation de cette source d'eau minérale car à ce jour, l'exploitation de l'eau pour intermarché tourne à perte et c'est une situation qui ne peut pas durer indéfiniment.

L'espoir réside donc dans le fait de retrouver de l'eau minérale dans un délai qui est maintenant allongé de presque deux ans.

Monsieur PERUSSEAU demande si cela veut dire qu'on a deux ans devant nous ou que l'on a deux ans de plus.

Monsieur LACOMBE indique que ce jour, il a été indiqué que la commune serait accompagnée par intermarché deux ans de plus donc deux ans à partir de maintenant pour avoir quelque chose de valide et de nouveau de l'exploitation. Les délais sont moins contraints.

Monsieur FOURCADET demande si on a une idée du coût.

Monsieur LACOMBE répond par la négative, on attendait d'avoir cette validation, maintenant le bureau d'études recommence à travailler, il va nous donner un estimatif des travaux qui sont à faire sachant que – comme on a tout pour nous aider – la piste qui conduit à l'endroit retenu est encombrée par un gros rocher qui est extrêmement instable, qui ne supporte pas de trafic actuellement et que dans le cadre de ce forage d'essai à venir, il faut préalablement conforter cette portion de montagne avant de pouvoir accéder au forage.

C'est pourquoi le délai complémentaire posait question et il y a eu ce jour la bonne surprise qu'intermarché accompagne la collectivité malgré ces retards.

Monsieur FOURCADET a des questions sur le budget, il rappelle qu'un recrutement de personnel en charge du budget avait été évoqué, il souhaite savoir d'où en est ce recrutement.

Monsieur le maire demande à monsieur FOURCADET s'il parle du recrutement d'un directeur financier.

Monsieur FOURCADET confirme.

Monsieur le maire indique que le recrutement est toujours en cours.

Monsieur FOURCADET demande si, lorsque les élus disposeront de la tablette, il leur sera possible d'avoir un tableau de bord du suivi des engagements avant chaque conseil municipal, pour avoir une idée de l'évolution.

Madame DANTES demande s'il souhaite disposer de tous les mandats.

Monsieur FOURCADET souhaite disposer des grandes lignes regroupées par rubriques, il demande si ce serait concevable.

Madame CAU demande également les grandes lignes par mois.

Monsieur le maire répond pourquoi pas.

Monsieur PALACIN souhaite savoir qui sera l' élu qui s'occupera ou s'occupe du projet de maison de santé.

Monsieur le maire indique que c'est madame DERACHE.

Monsieur PALACIN indique qu'il existe une maison de santé à Montréjeau et il a pensé que ce serait très intéressant, même si c'est la communauté de communes qui travaille également sur le sujet, comme c'est une réussite et qu'ils sont parvenu à attirer un nombre très important de professionnels de santé (présents sur différents volumes horaires), de se rapprocher d'eux.

Monsieur PALACIN précise que l'on dit souvent que la réussite des maisons de santé c'est d'abord la réussite de l'alchimie entre les professionnels de santé donc monsieur PALACIN invite le maire et madame DERACHE à tisser des liens avec eux, comprendre un peu comment ils ont réussi.

Madame DERACHE remercie monsieur PALACIN.

Monsieur FERRE indique qu'il a une question rapide, il a lu dans la presse, il y a trois semaines, sur un autre sujet très important, qui est la signature de la DSP des thermes, que la semaine qui suivait, tout devait être réglé.

Il avoue que lorsqu'il a vu la convocation du conseil municipal du jour, il pensait qu'il s'agissait du conseil municipal exceptionnel dont il est fait mention dans l'article.

Il n'en n'est rien donc monsieur FERRE repose la traditionnelle question de façon précise : « c'est pour quand ? ».

Monsieur le maire répond, c'est pour bientôt et très bientôt.

Monsieur FERRE répond : « donc c'est la même réponse imprécise, d'accord ».

Monsieur le maire rappelle que c'est une négociation, il y a encore des détails à affiner, on est vraiment dans la zone du détail.

Monsieur FERRE répond : « elle est longue la dernière ligne droite, Longchamps ce n'est rien à côté ».

Monsieur le maire répond : « les parties concernées, dont la Région, travaillent avec diligence croyez-le ».

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 20 h 49.